

# THREAT ASSESSMENT

Analyse nationale et internationale des menaces  
et vulnérabilités du Canada dans l'Arctique

Lindsay Speirs, Sasha Tiaglei et Andrea Charron

Novembre 2024



INSTITUT DE LA CONFÉRENCE DES ASSOCIATIONS DE LA DÉFENSE

# THREAT ASSESSMENT

---

## Analyse nationale et internationale des menaces et vulnérabilités du Canada dans l'Arctique

Lindsay Speirs, Sasha Tiaglei et Andrea Charron<sup>1</sup>

novembre 2024

### À propos des auteures

**Lindsay Speirs**, étudiante au baccalauréat en science politique et en études de l'Europe centrale et orientale, Université du Manitoba

**Sasha Tiaglei**, étudiante à la maîtrise en science politique, Université du Manitoba

**Andrea Charron**, professeure agrégée, directrice du Centre for Defence and Security Studies (CDSS), Université du Manitoba

### Sur la couverture

Combat Camera / Flickr

“Exercice ARCTIC EDGE 2022”

Photo par Aviateur principal Joseph P. LeVeille, Forces aériennes des É. U.

<https://www.flickr.com/photos/cfcombatcamera/51928712928/>

---

<sup>1</sup> Les auteures remercient Troy Bouffard, Heather Exner-Pirot, James Fergusson, Nicholas Glesby, Ray Henault, Chris Henderson, Chris Morrison et Lindsay Rodman pour leur expertise et leurs conseils avisés, ainsi que les évaluateurs anonymes. Toutes les omissions et erreurs restent celles des auteures.

## Sommaire exécutif

Cette évaluation analyse les facteurs internationaux et nationaux qui mettent en évidence les menaces et vulnérabilités les plus pressantes du Canada dans l'Arctique. Les menaces nuisent directement aux Canadiens et au Canada, tandis que les vulnérabilités désignent les faiblesses, les lacunes et les déficiences qui peuvent être exploitées par des adversaires. En raison des changements géopolitiques et géophysiques associés à un manque d'attention soutenue et de financement pour l'Arctique de la part des gouvernements successifs du Canada (GC), la capacité des Forces armées canadiennes (FAC) à atténuer les menaces dans, à travers et à destination de l'Arctique (Lackenbauer, 2021)<sup>i</sup> est remise en question. Le gouvernement actuel a fait de l'Arctique une priorité en matière de défense avec ses engagements pour la modernisation du NORAD et la dernière mise à jour de la politique de défense (ONSAF, 2024). Toutefois, les délais nécessaires pour remplir tous les engagements sont mesurés en décennies.

Les menaces potentiellement les plus dommageables pour les Canadiens ou le territoire canadien sont les suivantes :

- 1) Les changements climatiques;
- 2) Les menaces d'origine étatique, en particulier la Russie et la Chine ; et
- 3) L'érosion de l'ordre international fondé sur l'État de droit.

Ces menaces à l'Arctique canadien, au Canada, à l'Amérique du Nord et dans le monde ne peuvent être résolues par le ministère de la Défense nationale (MDN) et les FAC uniquement. Les vulnérabilités et défis internes, distincts des enjeux militaires, associés au manque de priorité et de stratégie définies par les gouvernements successifs, signifient que la préparation et les capacités opérationnelles des FAC, en particulier pour l'Arctique, sont compromises. Les vulnérabilités dans l'Arctique canadien représentent un défi majeur, voire, ironiquement, une menace pour la défense du Canada et de l'Amérique du Nord qu'il ne faut pas ignorer. Bien que cette analyse utilise le MDN et les FAC comme cadre de référence, il est très clair que le gouvernement du Canada doit adopter une approche plus coordonnée et intégrée pour traiter l'ensemble des enjeux de sécurité, de sûreté et de défense dans l'Arctique. Malheureusement, le gouvernement canadien n'est pas structuré pour fournir une approche intégrée face à ces menaces et défis. Néanmoins, l'une des exigences clés pour le gouvernement dans l'Arctique canadien est d'aller au-delà de la rhétorique d'une approche « gouvernementale globale » et de la mettre en pratique de manière organisationnelle.

En plus des 26 recommandations fournies au gouvernement par le Comité permanent de la défense nationale de la Chambre des communes (NDDN, 2023) et des 23 recommandations du Sénat (SECD, 2023) auxquelles nous souscrivons, nous proposons les recommandations suivantes. Les recommandations 1 à 6 sont internes au Canada. Les recommandations 7 à 9 sont externes au Canada.

## Recommandations pour les cinq prochaines années :

1. Désigner un champion canadien de l'Arctique (similaire à l'Ambassadeur des États-Unis pour les Affaires de l'Arctique, qui ne fait pas partie des FAC ou du MDN), rendant compte au Parlement, dont le seul rôle serait de cartographier, faciliter et intégrer les projets fédéraux et territoriaux dans l'Arctique canadien, de faciliter

---

<sup>i</sup> Whitney Lackenbauer (2021) souligne l'importance d'évaluer les menaces à travers l'Arctique (en utilisant l'océan comme moyen de transit), vers l'Arctique (provenant de l'extérieur de la région et pénétrant dans la région, comme l'ingérence étrangère) et dans l'Arctique (par exemple, la fonte du pergélisol).

la communication entre les agences nationales et de se connecter avec les détenteurs de droits de l'Arctique canadien. Le Groupe de travail sur la sécurité de l'Arctique serait présidé par cette personne et par le dirigeant territorial qui accueille les réunions, plutôt que par les FAC/MDN.

2. Rédiger une stratégie arctique du gouvernement du Canada qui intègre les efforts du gouvernement avec des mesures concrètes plutôt qu'avec des « visions » ambitieuses. Séparer les questions nationales relatives à l'Arctique (idéalement rédigées par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada) et les questions internationales (rédigées par Affaires mondiales Canada). Trop souvent, ces dernières détournent l'attention des questions nationales les plus urgentes. Faire preuve de discipline en évoquant les menaces qui pèsent sur la souveraineté du Canada. La souveraineté n'est pas un terme fourre-tout pour tous les problèmes ou préoccupations concernant l'Arctique.
3. Les 19 projets de modernisation du NORAD doivent être réalisés dans les délais et intégrés aux efforts américains. Leur réalisation doit demeurer la priorité du Canada en matière de défense. Le gouvernement du Canada doit faire preuve d'une plus grande transparence quant aux possibilités et aux limites des avantages du financement de la modernisation du NORAD pour les collectivités.
4. Les ressources de la Force opérationnelle interarmées (Nord) (FOIN) doivent être améliorées. Des réponses civiles comme l'opération LENTUS devraient être l'objectif dans tous les cas, sauf les plus extrêmes.
5. Les industries canadiennes œuvrant dans l'Arctique doivent disposer de clauses permettant au personnel d'urgence d'accéder à leurs infrastructures en cas de crise.
6. Ne pas ouvrir le dépôt de carburant de Nanisivik. En établir un à Iqaluit et avec les industries de la région.
7. Rouvrir le bureau du Canada pour l'Arctique en Norvège. Soutenir vigoureusement le statut d'observateur du Conseil circumpolaire inuit auprès de l'Organisation maritime internationale.
8. Parvenir à des accords avec les alliés, les États-Unis, sur la délimitation maritime de la mer de Beaufort, et avec le Danemark et le Groenland sur la délimitation de la mer de Lincoln.
9. Mieux coordonner les messages stratégiques avec les alliés concernant les exercices dans l'Arctique.

# Acronymes

**1 GPRC** = 1ier Groupe de patrouille des Rangers canadiens

**ADIZ** = zone d'identification de défense aérienne

**AI-ARC** = Artificial Intelligence-Based Virtual Control Room for the Arctic

**ARC** = Aviation royale canadienne

**CCASCOE** = Centre d'excellence OTAN pour le changement climatique et la sécurité

**CNUDM** = Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

**COIC** = Commandement des opérations interarmées du Canada

**FAC** = Forces armées canadiennes

**FISHPAT** = Patrouilles de surveillance des pêches

**FOIN** = Force opérationnelle interarmées (Nord)

**FOIR** = Forces opérationnelles interarmées régionales

**FOL** = Emplacements d'opérations avancés

**FONOP** = Opérations de liberté de navigation

**GC** = Gouvernement du Canada

**GCC** = Garde côtière canadienne

**GIUK** = Passage entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni

**GPS** = Système mondial de positionnement

**GTSA** = Groupe de travail sur la sécurité dans l'Arctique

**ICE Pact** = Accord de partenariat avec la Finlande et les États-Unis pour produire des brise-glaces polaires

**IDEes** = Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité

**INN** = Pêche illicite, non déclarée et non réglementée

**MDN** = ministère de la Défense nationale

**MRC** = Marine royale canadienne

**NNFEL** = Nort Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada

**NORAD** = Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord

**OP** = Opération

**OTAN** = Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

**OTHR** = Système de radar transhorizon

**PNO** = Passage du Nord-Ouest

**RPC** = République populaire de Chine

**SAN** = Système d'alerte du Nord

**SAR** = Recherche et le sauvetage

**SCREA** = Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

**SCRS** = Service canadien du renseignement de sécurité

**SIA** = Système d'identification automatique (pour les navires)

**SLOC** = Ligne de communication maritime

**STRCDE** = Stratégie de science et technologie sur la résilience climatique et la durabilité de l'environnement

**USNORTHCOM** = United States Northern Command

## Limitation de responsabilité

Cette analyse nous a été commandée par l'Institut de la Conférence des associations de la défense. Comme son public principal s'intéresse aux questions relatives au MDN et aux FAC, c'est dans cette optique que nous avons évalué les problèmes auxquels l'Arctique est confronté. La mission des FAC est de défendre le Canada, puis l'Amérique du Nord et enfin d'autres régions du monde, et la présente analyse commence et se termine par ces quelques enjeux spécifiques à la défense, tels que les attaques armées potentielles d'États étrangers contre les Canadiens et les infrastructures essentielles du Canada.

Néanmoins, il est évident que la majorité des problèmes de sûreté et de sécurité les plus urgents dans l'Arctique canadien ne sont pas du ressort des militaires, mais la taille des FAC, leur expertise en matière de planification, leurs capacités de transport stratégique et leur présence persistante dans l'Arctique signifient qu'elles sont souvent au courant de ces problèmes non liés à la défense ou qu'on leur demande d'aider à coordonner une réponse à ces problèmes. La complexité et la diversité des questions abordées dans le présent document reflètent ce contexte trouble. Le fait que le Groupe de travail sur la sécurité dans l'Arctique (GTSA) du Canada soit organisé et coanimé par la Force opérationnelle interarmées (Nord) (FOIN) des FAC (et le premier ministre du territoire qui accueille la réunion), témoigne de l'implication continue des FAC par le gouvernement du Canada (GC) dans les questions non liées à la défense. Le GTSA réunit des représentants fédéraux et territoriaux et toutes les agences fédérales qui opèrent dans l'Arctique pour discuter des questions relatives à la sûreté et à la sécurité. La myriade de compétences, de mandats et de niveaux variables de capacité, de portée et de ressources signifie que le gouvernement du Canada devrait organiser et intégrer les efforts des différentes agences et des différents niveaux de gouvernement. Au lieu de cela, ce sont les FAC qui s'en chargent, parce qu'elles sont « là », mais cela a des répercussions sur les niveaux de préparation des FAC et sur leur mission principale, qui est de défendre le Canada.

## Introduction

La mise à jour de la politique de défense du Canada de 2024 intitulée *Notre Nord, fort et libre : Une vision renouvelée pour la défense du Canada* (NNFEL) a fait du changement climatique et de « l'affirmation de la souveraineté du Canada dans l'Arctique et les régions nordiques » (ix) des priorités essentielles pour les Forces armées canadiennes (FAC). Bien que le changement climatique, en soi, ne constitue pas une menace militaire (définie comme la capacité et l'intention de causer des dommages importants), il représente un défi majeur en termes d'infrastructure et d'accès à la région pour les forces militaires, sans mentionner la menace existentielle qu'il représente pour la vie sur Terre. Quant à l'affirmation de la souveraineté, elle se réalise par « les cadres réglementaires et législatifs du Canada qui régissent les transports, l'intégrité des frontières et la protection environnementale dans l'Arctique et le Nord », comme l'énonce le *Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord* (2019, Objectif 4). Le fait que ce soit une priorité de défense dans NNFEL laisse donc perplexe, étant donné que la souveraineté est confirmée par l'application des lois et des règlements, mais que les FAC n'ont pas les pouvoirs constabulaires nécessaires pour faire appliquer les lois canadiennes. En d'autres termes, les FAC ne sont que symboliquement « attachées » à l'application de la souveraineté ; elles n'ont pas le mandat ou les pouvoirs juridiques nécessaires pour appliquer les lois du Canada qui sont essentielles à l'affirmation de la souveraineté. L'application des lois canadiennes incombe à des organismes tels que Transports Canada, Pêches et Océans Canada et la Gendarmerie royale du Canada (GRC), pour n'en citer que quelques-uns.

Bien que les principales menaces militaires pesant

sur l'intégrité territoriale et les infrastructures essentielles de l'Amérique du Nord (via l'Arctique comme voie d'approche) émanent de la Russie et bientôt de la Chine, les vulnérabilités nationales du Canada (définies comme des faiblesses, des lacunes et des déficiences), notamment en termes de santé et de durabilité des communautés de l'Arctique canadien, auront une incidence sur le volet défense de l'équation.

Cette analyse commence par un examen du contexte international, qui est au cœur des menaces qui pèsent sur le Canada et l'Amérique du Nord via l'Arctique, puis par une évaluation de l'environnement national qui détermine la manière dont le Canada doit ou va réagir. Elle se termine par des discussions et des solutions concernant les principales menaces et vulnérabilités de l'Arctique.

## I. Le contexte international

La région arctique<sup>ii</sup> était autrefois considérée comme une zone de paix « exceptionnelle » (Gorbatchev, 1987 ; Spence et al. 2023). D'une certaine manière, malgré les conflits qui faisaient rage dans le monde, l'Arctique était une région de coopération, comme en témoignent de nombreux accords, dont un accord préventif interdisant la pêche commerciale dans la partie centrale de l'océan arctique (Conseil de l'Arctique, 2021).<sup>iii</sup> Le Conseil circumpolaire inuit (participant permanent du Conseil de l'Arctique) s'est vu accorder le statut d'observateur provisoire auprès de l'Organisation maritime internationale en 2021. Les détenteurs de droits avaient enfin leur mot à dire dans un monde régi par les États et les relations relativement cordiales entre les États étaient étayées par les intérêts partagés reflétés par le Conseil de l'Arctique.<sup>iv</sup> Lorsque le Conseil de l'Arctique a célébré son 25e

ii L'Arctique est un océan entouré de cinq États : Le Canada, les États-Unis, la Russie, la Norvège et le Danemark (Groenland). La Suède, la Finlande et l'Islande sont également considérées comme des États arctiques, car ils possèdent des territoires situés au nord du cercle arctique. Il existe une région arctique russe, une région arctique européenne et une région nord-américaine. Elles diffèrent en termes de sécurité, de géographie, de températures, de densité de population et de développement. L'Arctique canadien est le plus faiblement peuplé et le moins développé parmi les États de l'Arctique.

iii La Chine, le Japon, la Russie, l'Islande, la Norvège, la Corée du Sud, le Canada, l'UE, les États-Unis et le Danemark (pour le Groenland et les îles Féroé) ont tous signé l'accord qui est entré en vigueur le 25 juin 2021.

iv Créé par le Canada, il rassemble les huit États de l'Arctique, six participants permanents autochtones et 35 observateurs (dont des États comme la Chine, l'Inde, le Japon, le Royaume-Uni et la France, ainsi que plusieurs organisations) (Conseil de l'Arctique 2024a).

anniversaire en 2021, la région était à l'apogée d'un Arctique fonctionnel : les États, les peuples autochtones (participants permanents) et les organisations travaillaient ensemble pour résoudre les problèmes environnementaux et de développement durable de l'Arctique sous la présidence de la Russie.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a perturbé la coopération dans l'Arctique. Le Conseil de l'Arctique a été mis en veilleuse à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 ; une décision prise par les sept États de l'Arctique occidental sans consulter la Russie ou les participants permanents. Le Conseil de l'Arctique vient tout juste de reprendre ses réunions de groupe de travail en ligne avec la Russie (Conseil de l'Arctique, 2024b). Les sept États arctiques, désormais tous membres de l'OTAN, se partagent la présidence du Conseil jusqu'en 2037, date à laquelle l'Islande la cède à la Russie. La Russie refuse toutefois de partager d'importantes données scientifiques avec les autres États de l'Arctique en raison des sanctions occidentales dont elle fait l'objet (Nuwer, 2024). Les forums sur la sécurité arctique, tels que la table ronde des forces de sécurité arctique, le forum des garde-côtes arctiques et le forum des chefs d'état-major de la défense arctique, n'ont inclus que les sept États arctiques depuis 2014, devenant de facto des groupes de l'OTAN avec l'adhésion de la Finlande (2023) et de la Suède (2024) à l'alliance.

En effet, le statut « exceptionnel » de l'Arctique est désormais victime de l'agression russe. La présence militaire accrue de la Russie, avec la réouverture et la modernisation de ses bases militaires dans l'Arctique, ainsi que l'expansion de ses capacités militaires dans la région ont renforcé les perceptions d'une menace militaire russe dans la région. En réponse, l'OTAN a organisé en 2018 un vaste exercice arctique, *Trident Juncture*, auquel ont participé 50 000 personnes et qui a été accueilli par la Norvège. Au cours de cet exercice, les militaires russes ont tenté de brouiller les systèmes mondiaux de positionnement (GPS) de l'OTAN et ont « buzzed » les navires alliés. En revanche, le plus grand exercice de l'OTAN depuis la Guerre froide, *Steadfast Defender*, qui s'est déroulé

de janvier à mai 2024 avec plus de 90 000 personnes en Norvège et dans les environs, n'a pas donné lieu à des tentatives de sabotage de la part des Russes (OTAN, 2024a). On peut se demander si l'absence d'activité russe s'explique par le fait que la Russie était débordée par la guerre en Ukraine ou si elle craignait de provoquer l'OTAN.

La menace russe qui pèse directement sur l'Arctique canadien, et qui traverse l'Arctique pour atteindre des cibles de grande valeur dans le sud, est depuis longtemps d'origine aérienne. Il s'agit notamment d'avions à long rayon d'action équipés de missiles de croisière, qui peuvent désormais être largués bien avant que l'avion ne s'approche des zones d'identification de défense aérienne (ADIZ) du Canada (et des États-Unis). En outre, deux autres développements militaires constituent une menace pour le Canada et son Arctique : les véhicules hypersoniques, qui peuvent être lancés par des plates-formes aériennes, terrestres et maritimes, et une nouvelle génération de missiles de croisière à longue portée lancés depuis la mer. Dans le même ordre d'idées, l'accès accru à l'Arctique en raison du changement climatique et le recul de la calotte glaciaire entraînera probablement une augmentation de l'activité militaire navale au-delà des sous-marins nucléaires, lesquels constituent une nouvelle menace émergente.

La dissuasion et la défense contre les menaces aériennes sont du ressort du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) depuis 1957, date à laquelle il est devenu opérationnel. Le NORAD reste la première ligne de défense de l'Amérique du Nord et de son Arctique. En raison notamment des menaces lancées par la mer, la mission d'alerte maritime du NORAD a été intégrée à l'accord binational en 2006 et il est nécessaire d'explorer plus en profondeur la défense maritime en général. Ces menaces aériennes et maritimes expliquent l'importance particulière accordée par les États-Unis et le Canada à la modernisation du NORAD et surtout la nécessité d'améliorer la connaissance dans tous les domaines.<sup>v</sup> La modernisation du NORAD est la priorité numéro un des États-Unis et du Canada en matière

---

v Il est temps de redécouvrir le cadre du « Tricommand » pour la coopération arctique, créé en 2019, qui comprend le NORAD, l'USNORTHCOM et le Commandement des opérations interarmées du Canada.

de défense, mais d'autres pressions sont susceptibles de détourner l'attention de ces objectifs.

En raison de la concurrence mondiale accrue entre la Russie et l'Occident de manière directe et la Chine de manière indirecte, la 2e flotte américaine (pour laquelle un officier de marine canadien a servi deux fois en tant que vice-commandant) a été rétablie en 2019. Elle est chargée de défendre l'Atlantique Nord et l'Arctique et est désormais jumelée à un nouveau commandement de l'OTAN, le *Joint Forces Command Norfolk*, dont les responsabilités s'étendent « du sud de la Floride au Finnmark, des fonds marins à l'espace ». Ensemble, ils se concentrent à nouveau sur la zone stratégique et problématique du passage entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni (GIUK), ou le « Grand Nord » dans le jargon de l'OTAN (voir la carte en annexe). L'espace GIUK relie l'Atlantique Nord à l'océan Arctique et, avec la zone autour de l'archipel de Svalbard au large de la Norvège, c'est là que la Russie dispose d'un bastion de défense pour protéger sa péninsule de Kola en s'engageant dans des activités d'anti-accès et de déni de zone. La flotte du Nord - la plus importante de Russie - rôde dans cette zone, y compris avec des sous-marins nucléaires lanceurs à missiles balistiques. La dernière stratégie américaine pour l'Arctique (DoD, 2024) met l'accent sur l'amélioration de la connaissance du domaine et des capacités de défense de l'Arctique, sur l'engagement avec les alliés, les partenaires et les principales parties prenantes, et sur l'exercice d'une présence adaptée.

Le président du Comité militaire de l'OTAN a déclaré que « l'Arctique reste essentiel pour la dissuasion et le dispositif de défense de l'OTAN » (OTAN, 2023), car l'océan Arctique est la voie d'accès la plus rapide à de nombreux États membres de l'OTAN et à la Russie. De plus, l'armement moderne a augmenté en portée, en précision et en létalité (Walt, 2024).

Cependant, tous les alliés de l'OTAN ne peuvent pas opérer dans l'Arctique. En effet, la Déclaration du Sommet de Washington de 2024 (OTAN, 2024b) réaffirme la « régionalisation » de l'expertise. Les alliés arctiques de l'OTAN, par exemple, sont censés

prendre la direction des opérations dans l'Arctique, y compris le Canada, tandis que les États d'Europe du Sud membres de l'OTAN prennent la direction des opérations dans la région méditerranéenne. Alors que de nombreux États arctiques de l'OTAN accueillent des exercices multilatéraux de l'Arctique, il est rare que le message stratégique de ces exercices soit cohérent dans l'ensemble de l'alliance. Ils semblent également renforcer les plans de la Seconde Guerre mondiale qui supposent que l'Amérique du Nord viendra en aide à l'Europe, et non l'inverse.

Les évaluations de la menace que représente la Russie pour l'Arctique, et donc les réponses à y apporter, doivent être tempérées par le comportement de la Russie à l'égard du processus de la Commission des limites du plateau continental (CLPC) des Nations unies visant à reconnaître l'extension des plateaux continentaux.<sup>vi</sup> Jusqu'à présent, la Russie a suivi les procédures définies par la CLPC, ce qui témoigne de son engagement dans le processus et de l'importance de l'Arctique pour l'exploitation des combustibles fossiles (trouvés au fond de l'océan) pour le PIB de la Russie, dont 20 % proviennent des exportations de combustibles fossiles (Yermekov, 2024, 2).

Bien que la Russie soit l'un des principaux acteurs de l'Arctique, la République populaire de Chine (RPC) fait également partie des menaces. La stratégie américaine pour l'Arctique de 2024 en témoigne : « *The PRC seeks to increase its influence in the Arctic through an expanded slate of economic, diplomatic, scientific, and military activities. It has also emphasized its intention to play a larger role in shaping regional governance* » (DoD, 2024). Au cours de la dernière décennie, la RPC a augmenté ses investissements en mettant l'accent sur l'extraction de minerais essentiels, a intensifié ses activités scientifiques et a utilisé ces engagements pour mener des recherches à double usage ayant une utilité pour le renseignement ou l'armée. La Chine tente d'établir sa bonne foi en tant que nation polaire (au-delà de son statut consultatif dans le cadre du traité sur l'Antarctique), notamment en affirmant de manière très discutable que l'Himalaya constitue un troisième pôle pour

vi Actuellement, la demande du Canada pour l'Arctique est la 84e (la demande pour l'Atlantique est la 70e). Depuis 2001, la CLPC a produit 34 recommandations sur les demandes initiales et 6 recommandations sur les demandes révisées (CLPC, 2024).

justifier son ingérence dans le processus décisionnel concernant l'Arctique. Le soutien tacite de la Chine aux pratiques odieuses de la pêche illégale et non réglementée (INN) et à la course aux protéines, qui s'étendra à l'Arctique malgré l'interdiction actuelle de la pêche dans l'océan Arctique central, constitue une menace pour l'ordre international fondé sur le droit international.<sup>vii</sup> Les récents efforts diplomatiques visant à insinuer les entreprises, les médias et les intérêts communautaires chinois dans les communautés autochtones canadiennes en s'appuyant sur leur dossier « impeccable » de non colonisateur sont particulièrement déstabilisants et détournent l'attention du dossier de la RPC en matière de droits de l'homme (Xie, 2023). L'ambassadeur de Chine au Canada, Wang Di, s'est rendu à Iqaluit en août 2024 pour rencontrer les dirigeants locaux et le premier ministre du Nunavut afin de discuter des relations au « niveau infranational » (Sarkisian, 2024). Cette tactique pourrait être utilisée pour créer un fossé entre les peuples autochtones canadiens et le gouvernement du Canada.

En outre, la présence d'avions chinois qui se dirigent vers la zone d'identification de défense aérienne nord-américaine (NORAD, 2024),<sup>viii</sup> ainsi que l'incurSION du ballon-espion chinois en 2023 dans l'espace aérien nord-américain signifient que la Chine représente une menace aérienne pour l'Amérique du Nord (Rigby, 2023). De plus, les îles Aléoutiennes et la mer de Béring ont été le théâtre d'une activité navale combinée de la Russie et de la Chine rencontrée par le 17<sup>e</sup> district des garde-côtes américains (McKenney et Nelson, 2023).

Contrairement à la Russie, il est difficile d'évaluer l'importance d'une menace chinoise pour l'Arctique canadien. Du point de vue des États-Unis en particulier, la Chine est perçue comme une menace qui « s'avance » et qui est donc émergente, alors que la

Russie est une menace persistante et proche (NSS, 2022). Cependant, la Chine n'est pas un État arctique, même si elle a le statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique. Ses principaux intérêts se situent dans la région Asie-Pacifique. La menace qui pèse sur le Canada et l'Amérique du Nord en fonction de ces intérêts ne peut toutefois être ignorée, ce qui fait entrer l'Arctique en ligne de compte. En effet, les nouvelles capacités militaires chinoises, en particulier le développement de ses forces sous-marines nucléaires stratégiques et l'expansion de ses capacités navales, constituent des menaces potentielles pour l'Arctique.

En conclusion, l'Arctique est en passe de connaître une augmentation de l'activité militaire. Les conditions sont réunies pour que des accidents, des incidents ou des perceptions erronées dégénèrent en conflit. Néanmoins, la probabilité que ces activités dans l'Arctique débouchent sur une confrontation majeure entre États est faible. En revanche, la probabilité qu'une confrontation majeure entre l'Occident et la Russie ou la Chine ailleurs dans le monde déborde sur l'Arctique est relativement élevée. Tout dépendra des mesures prises par tous les États de l'Arctique pour gérer l'environnement des menaces en élaborant des mesures de renforcement de la confiance et de la sécurité. Ce ne sont pas les menaces extérieures qui sont les plus pressantes, mais les menaces qu'un accès et une activité accrues dans la région font peser sur les détenteurs de droits dans la région.

## Le contexte canadien

Le Canada est confronté à de nombreuses vulnérabilités dans l'Arctique. La crainte est que des adversaires puissent les exploiter. Des décennies de sous-financement, un héritage de la colonisation, des

---

vii Cette formulation est préférée à celle de l'ordre international fondé sur des règles. Selon le Dr Stephen Nagy, du département de politique et d'études internationales de l'International Christian University, le « rule-based international order » (RBIO) laisse entendre que la Russie et la RPC n'avaient aucun rôle à jouer dans l'ordre mondial de l'après-Seconde Guerre mondiale. Il s'agit bien entendu d'un non-sens manifeste. Le droit international et l'ordre international évoluent constamment. Cette formulation reflète davantage cette réalité.

viii Le 24 juillet 2024, 2 bombardiers russes TU-95 et 2 bombardiers chinois H-6 ont survolé la zone d'identification aérienne de l'Alaska. Ils sont restés dans l'espace aérien international, mais le fait que des plateformes aériennes russes et chinoises volent ensemble près de l'Amérique du Nord est une nouveauté.

résultats sanitaires médiocres et peu de possibilités d'emploi pour les habitants locaux invitent à une ingérence étrangère potentielle et à la perte d'opportunités économiques et de développement bénéficiant directement aux détenteurs de droits. Le Canada projette son pouvoir du Sud vers l'Arctique, ce qui l'a empêché d'investir durablement dans l'Arctique et de s'y concentrer. Le Canada dispose de plusieurs agences, unités et commandements ayant des responsabilités dans l'Arctique, mais il n'y a pas de champion de l'Arctique au sein du gouvernement canadien. Bien que NNFEL insiste sur le fait que la protection de l'Arctique est un impératif national, les responsabilités dans ce domaine sont dispersées au sein de l'armée et d'autres agences, souvent dans des cloisonnements dictés par les domaines et les mandats, ce qui crée des chevauchements de compétences.

D'importants investissements en matière de défense dans l'Arctique sont prévus dans le cadre de la modernisation du NORAD, mais il y a des limites à la manière dont ces projets peuvent bénéficier aux communautés locales. L'absence de priorité et de stratégie de la part des gouvernements successifs compromet l'état de préparation et les campagnes des FAC, ce qui est particulièrement vraie pour une région comme l'Arctique.

## Désaccords (gérés) et ressources du Canada

L'Arctique canadien est vaste. Il représente 40 % de sa masse continentale et 75 % de son littoral (le plus grand au monde). 200 000 personnes vivent dans l'Arctique canadien, défini comme étant situé au nord du 60e degré de latitude et comprenant les trois territoires (Inuvialuit et Nunavut), le nord du Québec (en particulier le Nunavik) et certaines parties du Labrador (Nunatsiavut), représentant les quatre territoires inuits (Inuit Nunangat, 2021). La population de l'Arctique canadien est jeune et plus de la moitié est autochtone (Inuits, Métis et Premières nations). Pour-

tant, le Canada n'a pas de stratégie pour l'Arctique et est le seul État arctique à ne pas en avoir. Même des pays non arctiques comme la France, la Chine et l'Allemagne ont des stratégies pour l'Arctique. La Garde côtière canadienne (GCC) a publié une stratégie pour l'Arctique (GCC, 2024) et le gouvernement du Canada a publié en 2019 un cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, qui vise à garantir une approche pangouvernementale de l'Arctique, à renforcer le recours aux règles internationales et à confirmer que le gouvernement du Canada s'engagera dans une véritable démarche de vérité et de réconciliation avec les Inuits, les Premières Nations et les Métis. Il s'agit d'objectifs importants, mais alors que les cadres décrivent des aspirations, les stratégies fournissent des mesures concrètes pour obtenir des résultats.<sup>ix</sup>

Alors que les gouvernements successifs soulignent la « menace » que d'autres États font peser sur la souveraineté canadienne dans l'Arctique, rien n'indique qu'un État étranger remette en cause la légitimité de la souveraineté territoriale canadienne. Certes, la question du passage du Nord-Ouest (PNO) ne disparaîtra pas sur le plan politique, mais les désaccords concernant son statut (le fait que le Canada le considère comme des eaux intérieures historiques plutôt que comme un détroit international) ne constituent pas en soi une menace pour la souveraineté. Le Canada a géré ses désaccords avec ses alliés. Le Canada et les États-Unis continuent de s'entendre sur leur désaccord concernant le statut du PNO. Un nouveau groupe de travail CAN-É-U est chargé de négocier la frontière maritime dans la mer de Béring (GC, 2024e). Le Danemark, le Groenland et le Canada sont parvenus à un accord sur la gestion partagée de l'île Hans (aujourd'hui Tartupaluk) et tout porte à croire qu'un accord sur la frontière maritime dans la mer de Lincoln sera bientôt conclu. Les Inuits groenlandais et canadiens gèrent ensemble la plus grande polynie d'eau douce du nord de la baie de Baffin. Lorsqu'il s'agit de faire respecter la souveraineté et de gérer les litiges frontaliers, les peuples autochtones, les organismes chargés de l'application de la loi et le ministère des

ix Le projet d'initiatives horizontales mené par Relations Couronne-Autochtones et Services aux Autochtones Canada vise à améliorer les rapports et la coordination des ministères sur les initiatives arctiques et nordiques, mais il ne s'agit pas d'une stratégie. Voir <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1706209595720/1706209616923>.

Affaires étrangères et du Commerce international sont les principaux responsables.<sup>x</sup> Le fait que le gouvernement canadien continue de suggérer que la souveraineté du Canada est menacée favorise ses adversaires ; le Canada paraît faible et désorganisé.

L'Arctique canadien est riche en ressources naturelles et en minéraux essentiels. Le gouvernement canadien a interdit les forages en mer, mais il existe d'importantes mines de diamant, d'or et de fer, ainsi que des projets d'exploitation de minéraux essentiels à différents stades, notamment pour le cuivre, les terres rares, le zinc et le lithium. Les T.N.-O. produisent également du pétrole et du gaz naturel (T.N.-O., 2024). Ces sociétés d'extraction sont détenues à la fois par des Canadiens et des étrangers. Par exemple, la mine de minerai de fer de Mary River, en Terre de Baffin, appartient à des intérêts canadiens, mais la mine de Dimond de Diavik appartient à Rio Tinto (britannico-australien) et la mine de diamants de Snap Lake appartient à De Beers (sud-africano-britannique), elles aussi situées dans les T.-N.-O. Il est arrivé que la Chine propose d'investir dans des infrastructures essentielles dans l'Arctique, notamment lors de la dernière visite de l'ambassadeur chinois à Iqaluit en août 2024, et qu'elle tente à plusieurs reprises d'obtenir la propriété de sociétés minières canadiennes dans l'Arctique (Van Dine, 2024). En l'absence de stratégies claires en matière d'industrie et de politique étrangère, le gouvernement du Canada se retrouve souvent en situation de rattrapage.<sup>xi</sup> Le Service canadien du renseignement et de la sécurité avertit désormais les universitaires, les chercheurs et les habitants du Nord de se méfier des intentions d'adversaires étrangers potentiels lorsqu'ils proposent de s'associer et de financer des projets ou de mener des recherches (Tunney, 2023). Mais les avertissements ne suffisent pas. Ils doivent être suivis d'un plan concret pour aider à fournir les dépenses d'infrastructure nécessaires. Une nouvelle réglementation fédérale exigeant une participation d'au moins 5 % d'autochtones canadiens

à tout contrat fédéral a contribué à rehausser le profil des entreprises autochtones. La société Nasittuq, détenue par une majorité d'Inuits, qui détient le contrat de maintenance de l'actuel Système d'alerte du Nord (SAN), est un exemple de la réussite d'une telle exigence (GC, 2023a).

## Empreinte militaire

Le NORAD (dont le siège canadien se trouve à Winnipeg) est la première ligne de défense du Canada contre les incursions aériennes, en particulier dans l'Arctique. Depuis 67 ans, le NORAD a détecté, suivi et intercepté des avions soviétiques/russes et, plus récemment, des avions chinois. Le NORAD s'est empressé de souligner que ces aéronefs sont restés dans l'espace aérien international (NORAD 2024, Charron et Fergusson, 2022). Le fait qu'ils effectuent des missions ensemble constitue toutefois une nouveauté inquiétante. Toute activité aérienne non planifiée peut créer les conditions d'un accident avec des avions civils.

Les ADIZ sont courantes et sont établies unilatéralement par les États pour identifier les aéronefs (en particulier les aéronefs commerciaux). Les ADIZ peuvent s'étendre au-delà de l'espace aérien souverain d'un pays, et c'est souvent le cas. Jusqu'en 2018, l'ADIZ (ou CADIZ) du Canada correspondait à l'étendue de la « portée » du Système d'alerte du Nord. La série de systèmes radars à longue et courte portée sans équipage répartis dans l'Arctique canadien ne pouvait pas voir toute l'étendue du territoire terrestre de l'Arctique canadien, et encore moins au-delà des approches. Aujourd'hui, la CADIZ s'aligne sur l'espace aérien souverain et les approches du Canada, mais il y a un écart entre la CADIZ et ce que le SAN peut détecter. Avec l'annonce de nouveaux radars arctiques et polaires au-dessus de l'horizon, le Canada sera en mesure de détecter des objets aériens au-delà de son propre territoire et au-dessus

---

x Le haut fonctionnaire canadien chargé de l'Arctique occupe un poste de directeur général, et non d'ambassadeur comme c'était le cas jusqu'en 2006. Outre son rôle de haut fonctionnaire, il est également responsable des affaires arctiques, eurasiennes et européennes.

xi Par exemple, la Chine était intéressée par l'achat d'un hangar à Inuvik - l'un des points d'appui du Canada - capable d'accueillir des avions de ravitaillement en vol C-130 et des Hercules. Il était loué au MDN jusqu'en 2021 et appartient désormais au gouvernement du Canada (Hudson, 2024).

du Groenland (GC, 2024a). Dans l'intervalle, le NORAD et le Canada devront probablement effectuer davantage de sorties de surveillance jusqu'à ce que les radars soient fonctionnels (dans les années 2030), ce qui explique l'annonce par le gouvernement canadien de l'achat d'avions d'alerte et de contrôle aéroportés (AWAC) et d'avions téléguidés MQ-9B Sky Guardian.

L'empreinte militaire dans l'Arctique canadien est et a toujours été très modeste. Le Canada dispose de quatre sites d'opérations avancées pour les avions de chasse. Ces installations sont situées à Yellowknife, Iqaluit, Inuvik et Goose Bay.<sup>2</sup> Ces pistes doivent être entretenues en permanence, notamment en raison du changement climatique et de la fonte du pergélisol qui en résulte. Les F35 auront besoin de pistes plus longues, de hangars sécurisés et d'un vaste périmètre de sécurité qui nécessitera le plus haut niveau d'habilitation de sécurité.

La base canadienne de renseignement électromagnétique ALERT, située dans l'Extrême-Arctique à l'extrémité de l'île d'Ellesmere, fournit une capacité de géolocalisation vitale pour soutenir les opérations, ainsi que des installations de haute fréquence et de radiogoniométrie pour soutenir les opérations de recherche et de sauvetage (SAR) et d'autres opérations (GC, 2019). Elle est également essentielle pour Environnement et Changement climatique Canada. ALERT est réapprovisionné deux fois par an dans le cadre de l'opération BOXTOP de l'Aviation royale canadienne (ARC), déployée depuis le Groenland et la base spatiale américaine Pituffik (anciennement Thulé).<sup>xii</sup> Cette situation, ainsi que d'autres besoins émergents en matière de défense, soulèvent la question de la place du Groenland, et donc du Danemark, dans la défense de l'Amérique du Nord.

Alors que dans le passé, et encore aujourd'hui, le Groenland a été placé dans la zone de responsabilité de l'OTAN et du Commandement européen des États-Unis, le nouvel environnement géopolitique suggère qu'il devrait être engagé dans la zone nord-américaine.<sup>xiii</sup>

Outre le NORAD, la principale présence militaire du Canada dans l'Arctique canadien est la FOIN, dont le quartier général se trouve à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest),<sup>xiv</sup> avec de petits détachements à Whitehorse (Yukon) et à Iqaluit (Nunavut). La FOIN est responsable de l'ensemble de l'Arctique - la plus grande région géographique de toutes les six forces opérationnelles interarmées régionales (FOIR) du Commandement des opérations interarmées du Canada (COIC), soutenues par moins de 300 militaires. Pourtant, NNFEL ne mentionne pas la FOIN, bien qu'elle représente la principale présence militaire dans l'Arctique canadien, malgré l'importance accordée par NNFEL à cette région. Cela souligne le manque d'attention portée à une action véritablement intégrée et coordonnée dans l'Arctique. La FOIN a besoin de spécialistes de la communication et de la liaison avec les communautés et bénéficierait d'un champion de l'Arctique qui ne soit pas membre des FAC et qui soit responsable de la coordination des projets du gouvernement et de la communication dans l'Arctique plutôt que de s'en remettre à la FOIN.

La représentation la plus visible du gouvernement canadien dans l'Arctique est celle des Rangers canadiens. Ils font partie de l'armée de réserve. Le 1er Groupe de patrouille des Rangers canadiens (1GPRC) est le plus important et son quartier général se situe sur le site de celui de la FOIN. Ses 1725 membres, répartis sur 60 patrouilles dans l'Arctique, sont les

2 Les avis divergent sur la question de savoir si Goose Bay est ou non un site d'opération « avancé ».

xii La mention « force » a été omise dans le nom (Space Base et non Space Force Base) afin que le Groenland et le Danemark se sentent concernés. Le nom n'implique pas l'appartenance à une « force » spécifique.

xiii Plus précisément, faut-il davantage d'autorisations d'accès, de stationnement et de survol pour soutenir les opérations du NORAD ? Le Groenland propose des vols directs entre Nuuk et Iqaluit et les Inuits groenlandais et canadiens entretiennent des liens familiaux profonds. Le Canada a un consul honoraire au Groenland. Les consulats honoraires sont composés de bénévoles - souvent des habitants locaux ayant un lien avec l'État du consulat. On en trouve dans de nombreuses grandes villes canadiennes. Peut-être faudrait-il une représentation plus officielle du Canada au Groenland et vice-versa ?

xiv Yellowknife accueille également le 440e Escadron de transport, la seule unité de vol de l'ARC basée dans le Nord, et la C Company du Loyal Edmonton Army Reserve Regiment.

yeux et les oreilles du gouvernement dans cette région. Le fait qu'ils ne soient pas aptes au combat ne les rend pas moins essentiels à la surveillance et aux opérations dans l'Arctique. Les Rangers utilisent leur propre équipement, comme les motoneiges, et reçoivent jusqu'à 12 jours de salaire annuel en plus de la compensation pour toute mission officielle des FAC. Les formalités administratives pour rembourser les Rangers en cas de réclamations (dommages causés à l'équipement, voyages, etc.) sont toutefois encore trop bureaucratiques. Lorsqu'un Ranger attend que la Couronne le rembourse pour des dommages (et qu'il faut ensuite attendre qu'une pièce soit commandée et livrée), cela a un impact non seulement sur le membre, mais aussi sur les familles et les communautés.

Outre les Rangers, l'armée canadienne dispose de quatre compagnies d'intervention dans l'Arctique (principalement des réserves), deux pour l'été et deux pour l'hiver, qui se tiennent prêtes à intervenir. Les forces spéciales canadiennes redécouvrent également les opérations dans l'Arctique. Des équipements peuvent être prépositionnés au Centre de formation arctique (CFA) du MDN et de Ressources naturelles Canada, situé à Resolute Bay, au Nunavut. NNFEL mentionne également les centres de soutien opérationnel dans le Nord, mais il n'y a pas encore de financement ou d'autres renseignements à ce sujet.

Bien que la Marine royale canadienne (MRC) dispose désormais de navires de patrouille extracôtiers pour l'Arctique (GC 2024b), ceux-ci ont des capacités limitées pour faire face à la glace épaisse (au-delà d'un an) et le personnel de la MRC n'a pas le pouvoir d'appliquer les lois canadiennes sur la navigation, la

pollution et d'autres lois.<sup>xv</sup> Cela signifie qu'il faudra compter davantage sur les patrouilles aériennes à long rayon d'action pour la surveillance. Le nouvel avion multimissions P-8A Poseidon (qui remplacera le CP-140 Aurora Fleet) n'arrivera jamais assez tôt (ministère de la Défense nationale 2023). Selon le GC, « la pleine capacité opérationnelle est prévue pour 2033 » (GC, 2024d).

La navigation dans le PNO a toujours été difficile. Il est peu profond et étroit par endroits, il n'est pas entièrement affrété et il y a peu d'aides à la navigation. De nouvelles recherches scientifiques suggèrent que le changement climatique rendra le passage du Nord-Ouest davantage étouffé par les glaces et encore plus difficile à naviguer (Cook et al. 2024). Il n'y a pas de port dans l'Arctique canadien - seulement un quai à Iqaluit qui se revendique d'avoir les plus grandes variations de marées au monde, battu seulement par la baie de Fundy. Il n'y a pas d'endroit pour ravitailler les navires dans l'Arctique canadien ; les navires se ravitaillent à Nuuk, au Groenland (GC, 2023b). Le dépôt de ravitaillement du GC à Nanisivik ne sera probablement jamais pleinement opérationnel et devrait probablement être abandonné pour un meilleur emplacement à Iqaluit et colocalisé avec les industries arctiques de la région.<sup>xvi</sup> Cela signifie que la probabilité de demandes SAR, parce qu'il n'y a pas d'endroit où accoster ou faire des réparations dans le PNO, augmentera et nécessitera l'aide des FAC.

Les cyberattaques sont de plus en plus préoccupantes. Le gouvernement du Nunavut a été confronté à un incident de rançongiciel le 2 novembre 2019 (Gouvernement du Nunavut, 2020), puis à un déni

---

xv Les FAC participeront aux patrouilles de pêche (FISHPATS) afin de surveiller les navires de pêche et de faire respecter les réglementations en matière de pêche dans l'océan Atlantique. Pour ce faire, ils effectuent des patrouilles à bord de navires et d'aéronefs. Voir <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/services/operations/military-operations/current-operations/fish-pats.html>.

xvi Le dépôt de carburant de Nanisivik pourrait ne jamais être pleinement opérationnel et/ou avoir une valeur ajoutée logistique pour le gouvernement du Canada. En 2007, le gouvernement a annoncé son projet de convertir le port en eau profonde de Nanisivik en un centre logistique, qui servira d'installation d'amarrage et de ravitaillement pour la Marine royale canadienne et d'autres navires du gouvernement et permettra de renforcer la présence de la Marine dans le Nord. Il y a eu trop de retards et la question du chauffage des réservoirs de carburant n'a pas été réglée. Il faudra briser la glace dans une partie écologiquement sensible du PNO et les infrastructures ne permettront pas de faciliter les réparations sur les navires du gouvernement. Le dernier rapport de l'auditeur général pour 2023 estime qu'il ne pourrait fonctionner que pendant quatre semaines en été. Nous suggérons d'abandonner le projet et de faire d'Iqaluit le port de réapprovisionnement. Le port de Churchill n'est pas techniquement situé dans l'Arctique et ne dispose actuellement que de postes d'amarrage pour quatre navires ; il ne peut être ravitaillé que par voie ferroviaire ou aérienne.

de service du site web du gouvernement du Nunavut en 2023. Les communautés sont très dépendantes des connexions internet. Quilliq Energy a également été touché, ce qui aurait pu s'avérer mortel si les générateurs d'électricité avaient été mis hors service (Murray, 2023). Il y a peu de systèmes de secours dans l'Arctique, peu de cyberexperts et une forte dépendance à l'égard des logiciels génériques. Starlink a amélioré la connectivité, mais l'accès à Internet n'est toujours pas fiable par mauvais temps et la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur industriel est problématique.

Alors que la plupart des exercices de l'OTAN dans l'Arctique sont organisés en Norvège, un futur exercice de l'OTAN est possible en Amérique du Nord, mais peu probable dans un avenir proche en raison de plusieurs obstacles. Le Canada, compte tenu des niveaux de préparation actuels, ne pourrait pas soutenir un exercice de grande envergure de l'OTAN dans l'Arctique, en particulier dans le PNO, compte tenu des préoccupations concernant les dommages causés à l'écosystème fragile et à l'état interne de l'eau. Des exercices aériens et terrestres pourraient être possibles, mais pas avant que le Canada et les États-Unis ne conviennent d'un exercice de l'OTAN par opposition aux invitations individuelles actuelles des alliés de l'OTAN dans l'Arctique nord-américain. Il faudrait alors doter la FOIN d'un personnel adéquat.

Bien entendu, tous les exercices dans l'Arctique présupposent une consultation préalable avec les détenteurs de droits autochtones, conformément aux engagements du Canada à l'égard de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUPA, 2007), ainsi qu'une prise en compte des effets de l'augmentation du trafic aérien et de l'activité sur les troupeaux migrateurs et l'environnement. La communication des exercices aux habitants de l'Arctique doit être diffusée sur d'autres supports que les comptes X et les campagnes Internet du NORAD et de l'ARC, que les FAC utilisent en priorité. Les FAC et le NORAD doivent utiliser Facebook et la radio, qui sont les outils de communication préférés des habitants de l'Arctique. Il est également conseillé de fournir des informations en français et en inuktitut.

Toutes les affectations dans l'Arctique sont considérées comme des postes isolés, ce qui peut com-

pliquer le recrutement et la fidélisation, surtout si l'on tient compte de la concurrence pour les talents à laquelle sont confrontées toutes les agences du gouvernement du Canada. Même le déploiement de forces dans l'Arctique, nécessaire par exemple lors des missions trimestrielles de l'opération NANOOK, peut s'avérer difficile. Lorsqu'une capacité de pointe est nécessaire dans l'Arctique, le personnel déployé depuis le Sud est requis. Cela signifie qu'il y a souvent une « négociation » pour les ressources compte tenu des priorités concurrentes.

Dans l'ensemble, les environnements géopolitiques et géophysiques de l'Arctique canadien laissent présager une augmentation significative de l'activité militaire en général, et une présence accrue des FAC en particulier.

## Coordination intergouvernementale

Les structures de gouvernance canadiennes constituent l'un des principaux obstacles à l'accroissement de l'attention et de l'activité internationales et nationales dans l'Arctique. Bien que la coordination entre les agences fédérales se soit améliorée, les efforts dans l'Arctique restent parfois cloisonnés. Par exemple, le vérificateur général du Canada s'est montré particulièrement critique à l'égard des lacunes de longue date des agences maritimes canadiennes dans la surveillance des eaux arctiques du Canada, compte tenu de l'augmentation attendue des taux d'accès non autorisés, d'incidents de sécurité, de pêche illégale et d'impacts sur l'environnement (2023).

Les grands projets d'investissement financés par un ministère tiennent rarement compte de leur valeur et de leur utilité pour les autres ministères. Les attentes du public quant à l'objectif et aux limites des fonds doivent être communiquées de manière transparente. Par exemple, malgré les 38,6 milliards de dollars affectés aux projets de modernisation du NORAD, ces fonds ne peuvent pas être dépensés pour réparer les réseaux d'égouts, recruter des infirmières en santé publique ou construire des écoles dans l'Arctique (GC, 2024a). Toutefois, le gouvernement n'a pas toujours été clair sur ce que la modernisation du NORAD pouvait ou ne pouvait pas financer. Les protocoles de

sécurité plus stricts associés aux F35, par exemple, limiteront qui et quelles agences peuvent accéder à l'infrastructure correspondante. Les promesses d'infrastructures à double usage et polyvalentes peuvent donner lieu à des hypothèses sur l'emploi et les ressources de soutien qui ne sont pas disponibles par le biais des fonds de modernisation du NORAD.

Les missions trimestrielles NANOOK dirigées par les FAC ont joué un rôle important en réunissant les agences fédérales pour au moins un exercice par an (Op NANOOK-TATIGITT). Le groupe de travail sur les forces de sécurité dans l'Arctique, qui réunit les gouvernements territoriaux et les agences fédérales, constitue une étape précieuse dans la coordination des activités de plusieurs ministères, agences et niveaux de gouvernement, mais il ne devrait pas être organisé et dirigé par les FAC/FOIN étant donné l'accent mis sur la sûreté et la sécurité lors des réunions.

Une image maritime de l'Arctique est actuellement produite par le Centre des opérations de sécurité maritime (COSM) basé à Halifax. Cette image pan-gouvernementale, à laquelle contribuent les agences maritimes du Canada, y compris la GRC, est partagée avec le Commandement des opérations interarmées du Canada, les alliés, l'USNORTHCOM (United States Northern Command) et le NORAD (en soutien à sa mission d'alerte maritime). L'image dépend toutefois fortement des données du système d'identification automatique (SIA), qui n'est pas obligatoire pour les navires de moins de 300 tonnes brutes. Une modification de la législation obligeant un plus grand nombre de navires de moindre tonnage dans l'Arctique à être équipés d'un SIA pourrait faciliter les scénarios SAR et réduire le nombre de navires dont le suivi est souhaitable ; les navires qui n'affichent pas de SIA le font généralement pour des raisons malhonnêtes. L'étape suivante consiste à fournir une version épurée aux hameaux locaux, afin de les sensibiliser, notamment à l'activité des navires de croisière.

Il convient de mentionner tout particulièrement la GCC, qui est le chef de file maritime dans l'Arctique canadien et qui a des racines profondes avec ses homologues nordiques et américains. L'annonce de l'achat de six nouveaux brise-glaces (Services publics et Approvisionnement Canada, 2024) pour la GCC est importante, mais ils ne seront pas opérationnels avant

des années. Cela signifie qu'une flotte vieillissante de la GCC devra fonctionner au-delà de sa durée de vie utile normale, à moins que le récent pacte sur les brise-glaces conclu avec la Finlande et les États-Unis n'accélère la production (La Maison-Blanche, 2024). Outre les services SAR maritimes et les services de brise-glace, le soutien au réapprovisionnement des communautés reste une priorité essentielle pour la GCC pendant les mois d'été. Avec l'augmentation du trafic touristique et des conditions de glace plus difficiles, on craint vraiment que les demandes de SAR n'entravent la capacité de la GCC à aider les communautés qui dépendent fortement du transport maritime estival pour leur approvisionnement annuel en nourriture, en matériaux de construction, en carburant (toujours principalement du diesel) et en toute autre marchandise. Le projet pilote de sensibilisation mobile au domaine maritime de la GCC est à surveiller et pourrait être reproduit par d'autres organismes (Charron, 2023).

## Défaillances en matière de sécurité humaine

Les conditions de vie dans l'Arctique canadien peuvent être effrayantes. Ces conditions présentent des vulnérabilités pour le Canada et les habitants de l'Arctique et ont un impact sur les opérations dans l'Arctique. Les adversaires utilisent ces conditions pour mettre en évidence les efforts peu sincères des gouvernements successifs pour se préoccuper de leur population et peuvent créer les conditions parfaites pour une ingérence étrangère et une politique de division entre les peuples autochtones et le gouvernement du Canada (Gaignard, 2022 ; Montgomery, Marc, 2020).

De nombreux hameaux de l'Arctique, comme Kugluktuk (environ 1 000 habitants), affichent des taux de suicide chez les adolescents parmi les plus élevés du pays. Entre 2009 et 2013, le taux de suicide moyen national était de 11,3 pour 100 000, alors qu'il se situe entre 60,4 et 275,3 pour 100 000 dans les territoires inuits (Inuit Tapiriit Kanatami, 2016). Les femmes du Nunavut sont victimes de crimes violents à un taux plus de 13 fois supérieur à celui des femmes dans l'ensemble du Canada (GC, 2020). Le risque pour une femme d'être agressée sexuellement

au Nunavut est 12 fois plus élevé que la moyenne nationale (GC, 2020).

Malgré le programme fédéral Nutrition Nord Canada (NNC), les prix des denrées alimentaires sont trop élevés pour de nombreuses personnes et la question de savoir qui bénéficie du programme continue de susciter des inquiétudes. NNC a fourni 131 millions de dollars en 2022-2023 pour subventionner une liste d'aliments nutritifs admissibles, ainsi que certains articles non alimentaires tels que les couches, le savon, le désinfectant pour les mains et les produits d'hygiène personnelle, qui sont vendus par des détaillants enregistrés, des fournisseurs, des transformateurs d'aliments locaux et des producteurs d'aliments locaux (GC, 2022). Pourtant, le taux d'insécurité alimentaire à Inuvik, par exemple, est de 46,1 % et est plus de huit fois supérieur à la moyenne canadienne (Ford et al., 2023).

Étant donné que les prix des aliments dans le Sud devraient augmenter de 4,5 % en 2024, alors que les consommateurs bénéficient d'économies d'échelle et de frais de transport moins élevés, il n'est pas étonnant que les études universitaires montrent que les Inuits du Nunavut ont des taux d'obésité et de diabète plus élevés en raison des nombreux obstacles à une alimentation saine et du fait que « les aliments malsains (malbouffe) sont moins chers [...] » (Akande et al., 2021, p. 5). Les aliments traditionnels (ou aliments du terroir), qui sont nutritifs, sont de plus en plus difficiles à chasser et à pêcher en raison du changement climatique. L'alcool, les cigarettes et les drogues, en revanche, ne semblent jamais souffrir de problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement. Quant aux traitements et à l'aide aux toxicomanes, ils sont rarement disponibles.

Le manque de personnel médical aggrave les problèmes. De nombreuses communautés dépendent de « suppléants », c'est-à-dire de médecins et de dentistes qui se déploient dans le Nord pour quelques semaines

à la fois. De moins en moins de spécialistes sont intéressés par ces postes. Le fait que les collectivités soient en concurrence les unes avec les autres et paient des tarifs différents n'arrange pas les choses (SRPC, 2024).<sup>xvii</sup>

La colonisation, les pensionnats, les centres de traitement de la tuberculose et l'absence de financement cohérent et adéquat des communautés de l'Arctique par des générations de gouvernements canadiens sont autant de facteurs qui ont contribué à cette situation. Les gouvernements autochtones de l'Arctique, tels que l'Inuit Tapiriit Kanatami, qui représente tous les Inuits du Canada, ne restent pas inactifs. Des entreprises détenues et gérées par des autochtones, comme Canadian North, répondent à des besoins vitaux dans l'Arctique, mais la plupart de ses vols sont effectués par des habitants du Nord qui n'ont d'autre choix que de se rendre dans le Sud pour obtenir des soins médicaux, notamment pour accoucher, suivre une chimiothérapie ou bénéficier d'une dialyse. Les organisations inuites de Winnipeg, par exemple, ont acheté des hôtels dans la ville pour s'assurer que les habitants du Nord aient un endroit où séjourner pendant leur traitement et, surtout, qu'ils disposent d'un réseau de soutien pendant leur séjour, qui peut durer des mois. Toutefois, les grandes villes peuvent être des lieux à risque pour les femmes et les filles autochtones.<sup>xviii</sup>

## Infrastructures et énergie

Les FAC dépendent des infrastructures et de l'énergie pour toutes leurs opérations dans l'Arctique, mais celles-ci sont inadéquates dans le meilleur des cas et font ressortir les conditions de logement déplorables de la plupart des habitants de l'Arctique. Le diesel reste le carburant le plus fiable, mais il est polluant, mauvais pour la santé et peu pratique pour le nombre croissant d'infrastructures militaires éloignées et sans personnel.

xvii Par exemple, Rankin Inlet paie 1500 \$/24 heures pour être de garde, les rappels étant facturés après 17 h 30 à 150 \$/heure. Le service de relève de Rankin Inlet paie 600 \$/24 heures, plus tous les rappels à 150 \$/heure. Le service d'urgence à Iqaluit est rémunéré à 175 \$ l'heure. L'OBS à Iqaluit paie 2500 \$/24 heures. L'hôpital paie 1400 \$ par jour. L'anesthésie est payée 2000 \$/jour. Il n'y a pas de structure de rémunération à l'acte.

xviii Basé sur des discussions avec des ONG travaillant avec des groupes autochtones à Winnipeg.

Le manque de logements est un problème pour l'ensemble du Canada, mais dans l'Arctique, il est encore plus grave. La capacité limitée des organisations gouvernementales et non gouvernementales à soutenir le logement, les faibles revenus et le coût élevé de la vie, les défis sociaux complexes, les économies sous-développées et les infrastructures vieillissantes se combinent pour aboutir à des taux beaucoup plus élevés de ménages dans le besoin. Le Nunavut compte actuellement 39 % de ménages dans le besoin, les Territoires du Nord-Ouest 20 % et le Yukon 15 %. La moyenne nationale est de 13 % (Northern Housing, n.d.). Le budget 2023 souligne que des milliards sont réservés à toutes sortes d'activités, du logement aux soins dentaires, mais les montants risquent de ne pas couvrir le coût total des programmes et de ne pas suivre le rythme de la population croissante et très jeune de l'Arctique (GC, 2023c).

Il est nécessaire d'adopter une approche davantage axée sur le travail d'équipe au Canada. Par exemple, la mine de Mary River dispose d'infrastructures (telles que le port de Milne et des pistes d'atterrissage en gravier) qui pourraient être utilisées par les agences fédérales et territoriales en cas de crise. Des accords permettant aux agences fédérales d'utiliser les pistes et les infrastructures construites par l'industrie doivent être mis en place.

Les gouvernements qui se sont succédé ont rechigné à dépenser ce qui était nécessaire pour les infrastructures, mais cette indécision a un coût en termes de sécurité. En effet, le refus par le Groenland des offres chinoises de payer pour les infrastructures en échange de l'accès aux ports est instructif (Bennett, 2018). Les infrastructures critiques dans l'Arctique canadien seront coûteuses, mais il s'agit d'un impératif de sécurité. Les détenteurs de droits autochtones doivent faire partie des projets codéveloppés et la planification doit s'étendre au-delà des cycles électoraux fédéraux.

L'objectif est depuis longtemps de trouver des alternatives vertes au diesel pour répondre aux besoins en énergie de l'Arctique. Les nouvelles sources d'énergie pour l'Arctique, telles que les petits réacteurs nucléaires, les carburants synthétiques et les batteries, sont toutes des possibilités que les pays du Nord explorent. Les FAC et d'autres agences du

gouvernement canadien auront également besoin de ces nouvelles sources. Les partenariats qui se forment entre les habitants du Nord, l'industrie et le gouvernement sont prometteurs, mais il reste encore beaucoup à faire. Les projets ratés comme les éoliennes de Rankin Inlet, Cambridge Bay et Kugluktuk, qui ne tiennent pas compte des budgets d'exploitation, d'entretien et de durabilité à long terme, ne sont certainement pas de bons exemples (CBC, 2012).

## **L'augmentation du nombre d'urgences nationales, de catastrophes et d'incidents de recherche et de sauvetage**

L'opération LENTUS englobe les missions des FAC qui fournissent un soutien aux autorités provinciales et territoriales en réponse aux catastrophes naturelles et humaines au Canada, et ces appels à l'aide augmentent d'année en année. L'année 2023 a été une année record pour les incendies de forêt, doublant la quantité de forêts détruites depuis 1989. L'équivalent de la superficie totale de la Grèce et plus a été perdu, et cette tendance devrait s'accroître (GC, 2023d). Les FAC risquent d'être la ressource de premier recours plutôt que la ressource ultime. Il n'existe pas de version civile de l'opération LENTUS (bien que des agences civiles fournissent également une assistance). Trop souvent, en raison du manque de ressources et de l'absence d'un centre d'opérations civil canadien pleinement opérationnel (par opposition à l'actuel centre d'opérations du GC qui coordonne les interventions fédérales), les FAC sont le filet de sécurité que tendent à utiliser d'autres gouvernements et organismes.

Le Canada n'a pas d'équivalent civil pour LENTUS, ce qui signifie que les coûts et les ressources des agences civiles et des ONG ne peuvent pas être suivis facilement. Sécurité publique Canada, créé en 2003, peut coordonner certaines actions, mais n'est pas chargé de diriger d'autres agences fédérales civiles. Compte tenu du changement climatique, c'est l'Arctique qui en subira les effets de la manière la plus aiguë. Qu'il s'agisse de l'augmentation des incendies de forêt, de l'apparition de nouvelles espèces envahissantes ou de la destruction de l'habitat biologique, compte tenu de l'étendue de l'Arctique canadien, le

changement climatique est la principale menace pour le Canada, ce qui est confirmé dans NNFEL. Mais aucune agence civile ne dispose des ressources et du mandat nécessaires pour réagir. Où, à titre d'exemple, se trouvait la surveillance de la mine Eagle de Victoria Gold qui aurait pu empêcher la fuite de gaz cyanuré (attribuée à un glissement de terrain) dans le fleuve Yukon en juillet 2024 (Pilkington, 2024) ?

Alors que le changement climatique devrait rendre les eaux de l'Arctique canadien plus accessibles aux acteurs extérieurs, avec toute une série d'implications, la prudence est de mise. L'augmentation du tourisme maritime accroît la probabilité d'accidents et augmente la pression exercée sur les communautés locales pour qu'elles réagissent.

L'Arctique canadien dépend fortement des organisations bénévoles pour la recherche et le sauvetage. Les équipes communautaires de recherche et de sauvetage au sol (RSS), les unités de la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC), la Croix-Rouge canadienne, les sociétés de recherche et de sauvetage maritime, les membres de l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens (ACRSA), soutenus par les Rangers canadiens des FAC, jouent un rôle essentiel dans la recherche et le sauvetage dans l'Arctique (Kittikmeot SAR, n.d.).

Ces ressources bénévoles, associées à la probabilité d'une augmentation des demandes d'assistance de la part des agences fédérales pour l'aide en cas de catastrophe et la recherche et le sauvetage, sont insuffisantes pour répondre aux besoins croissants, ce qui met les FAC dans une situation où elles doivent fournir de plus en plus d'assistance.

## Le manque de personnel

Les FAC sont actuellement confrontées à un grave problème de recrutement et de maintien en poste, ce qui se traduit par une pénurie importante de personnel pour répondre à la demande croissante. Les FAC envisagent de nombreux programmes d'embauche différents et novateurs (Duval Lantoin, 2024), mais pas spécifiquement pour l'Arctique. Le manque de logements, d'hôpitaux, de possibilités d'éducation secondaire et d'emplois pour les conjoints entrave le recrutement dans le Nord.

Les premiers ministres des provinces nordiques ont tous identifié le besoin de carrières et d'opportunités pour les habitants du Nord. Tous les dossiers des candidats nordiques aux FAC devraient être traités en priorité, comme le sont actuellement les dossiers des candidats autochtones, et permettre au personnel militaire de faire carrière dans l'Arctique pour ceux qui le souhaitent. Il est souvent difficile pour les habitants du Nord de postuler à des postes, compte tenu des normes d'éducation en vigueur dans le Sud et de la nécessité d'obtenir une habilitation de sécurité.

Bien entendu, le manque le plus flagrant est celui des personnes désireuses et capables de vivre dans l'Arctique. Le manque de ressources, d'infrastructures et de possibilités d'emploi fait partie du problème, mais l'héritage des préjudices subis l'est tout autant. Maintenant que l'Arctique canadien est décentralisé, le développement mené par les autochtones et les populations nordiques doit être soutenu par des niveaux de financement cohérents et prévisibles.

## III. Pronostic ? Menaces et vulnérabilités immédiates et leurs mesures d'atténuation

Les tensions géopolitiques dans le monde ne sont pas près de s'apaiser, ce qui signifie que l'époque exceptionnelle de l'Arctique est révolue et qu'il est problématique de compter exclusivement sur des forums tels que le Conseil de l'Arctique pour contenir la concurrence. Si tous les États de l'Arctique continuent de penser qu'un conflit de grande ampleur dans l'Arctique et à propos de l'Arctique est improbable, il est à craindre que des malentendus ne précipitent une réponse armée involontaire qui déclencherait une dangereuse escalade. L'Arctique est peu peuplé, dispose de trop peu de ressources et ne bénéficie pas d'un financement fédéral constant et cohérent. C'est le statu quo depuis des décennies, mais ces faits mettent en péril la capacité des FAC à détecter, dissuader et vaincre des adversaires étatiques avec des armes létales et/ou des activités dans la zone grise. Les menaces les plus immédiates, auxquelles on accède en raison de leur destruction physique immédiate ou potentielle pour les Canadiens ou le territoire canadien, sont donc les suivantes.

1. Changement climatique et érosion de l'ordre international fondé sur le droit international - compétence du gouvernement du Canada;
2. Menaces cinétiques fondées sur l'État - compétence des FAC.

Il convient toutefois de noter que le changement climatique et l'érosion de l'ordre international relèvent d'une réponse de l'ensemble du gouvernement, tandis

que les menaces cinétiques fondées sur l'État relèvent de la réponse des FAC. Le manque d'attention portée aux besoins des habitants du Nord par les gouvernements successifs signifie que l'état de préparation et les campagnes des FAC (définies comme « *conduct and sequencing of logically linked activities to strategy-aligned activities over time* ») (DoD, 2022, 12) seront difficiles à mettre en œuvre, en particulier dans l'Arctique.

**Tableau 1 : Résumé des menaces, des vulnérabilités et des efforts d'atténuation**

<b>Préoccupations du gouvernement canadien</b>	
<b>Menace</b>	<b>Efforts d'atténuation</b>
<p>Le changement climatique est une menace existentielle pour le Canada et le monde. L'Arctique est particulièrement vulnérable.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Les demandes d'aide sont insoutenables.</li> <li>ii.) La destruction des infrastructures</li> <li>iii.) Le lien entre la sécurité et le changement climatique.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Prendre en compte le rôle des FAC dans les missions d'assistance.</li> <li>ii.) Tirer parti des dernières avancées scientifiques et des connaissances autochtones en ce qui concerne les matériaux de construction et les lieux d'implantation.</li> <li>iii.) Le Canada accueille le Centre d'excellence de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité (CCASCOE) à Montréal.</li> </ol>
<p>Érosion de l'ordre international fondé sur le droit</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Affecter l'intégrité du Conseil de l'Arctique et d'autres forums.</li> <li>ii.) Désaccords futurs sur les frontières maritimes et autres.</li> <li>iii.) La pêche illicite, non déclarée et non réglementée, la recherche scientifique comme prétexte à l'espionnage.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Encourager la coopération via les groupes de travail du Conseil de l'Arctique. Le Canada devrait coordonner sa présidence (2029-2031) dès maintenant et avec les six autres États arctiques membres de l'OTAN.</li> <li>ii.) Continuer à soutenir les forums internationaux, mais contenir les tendances chinoises à parler de l'Arctique comme d'un « bien commun mondial ».</li> <li>iii.) Campagnes d'éducation pour les universitaires et financement des infrastructures. Envisager la création d'une organisation similaire à l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest pour le centre de l'océan Arctique à l'avenir. Engager des poursuites contre les activités illégales et exiger des partenaires étrangers qu'ils travaillent en partenariat avec le Canada.</li> </ol>
<b>Vulnérabilités du gouvernement canadien</b>	
<b>Priorité</b>	<b>Efforts d'atténuation</b>
<p>L'Arctique n'a pas été une priorité soutenue.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Défis en matière de sécurité humaine et manque d'infrastructures.</li> <li>ii.) Distraction par rapport à la défense du Canada.</li> <li>iii.) Initiatives fédérales en dents de scie.</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>i.) Le développement de l'Arctique passe par la défense de l'Arctique. Réexaminer le financement et le soutien à la FOIN.</li> <li>ii.) L'Arctique est la principale voie d'approche pour une attaque.</li> <li>iii.) Une stratégie pour l'Arctique est nécessaire. Tenir compte de l'avis de l'auditeur général sur la sensibilisation au domaine maritime.</li> </ol>

Le tableau 1 se poursuit à la page suivante.

**Tableau 1 : Résumé des menaces, des vulnérabilités et des efforts d'atténuation (suite)**

Préoccupations des FAC	
Menace	Efforts d'atténuation
Menaces d'origine étatique	
i.) La Russie est une menace persistante proche (à la fois directement et indirectement par le biais d'activités dans la zone grise). Cela s'avère également pour la RPC en raison d'une influence accrue.	i.) Il faut une politique étrangère, une stratégie de sécurité nationale et une stratégie de défense qui établissent clairement que la défense du Canada (ce qui signifie la défense de l'Arctique) est la priorité des priorités. Nommer les adversaires et leurs intentions néfastes à l'égard du Canada.
ii.) Manque de connaissance de la situation.	ii.) Améliorer la compréhension de l'environnement opérationnel et achever les 19 projets du NORAD.
iii.) Ingérence étrangère, notamment en exploitant le manque de services et d'attention dans l'Arctique.	iii.) Donner la priorité aux industries canadiennes codéveloppées. Maintenir l'exigence de 5 % dans les contrats gouvernementaux pour les entreprises appartenant à des autochtones.
iv.) Revoir la position du Canada sur la défense antimissile.	iv.) Compte tenu des nouvelles technologies, le Canada doit reconsidérer son « non » à la défense antimissile continentale (le NORAD doit rester responsable de l'alerte).

## Responsabilités du gouvernement du Canada : Changement climatique

Le changement climatique constitue la menace la plus dangereuse en raison de son impact sur le monde et les écosystèmes. Cependant, les FAC ne sont pas la solution au changement climatique. Leur principale responsabilité est plutôt d'être prêtes et équipées pour atténuer les risques. Elles n'ont pas vocation à intervenir en première ligne.

Le gouvernement doit prendre une décision sur la poursuite du rôle des FAC dans les missions des opérations LENTUS. Le rythme actuel signifie que le niveau de préparation des FAC pour d'autres missions est dangereusement bas et qu'un plan de campagne pour l'Arctique serait impossible à appliquer, même s'il était créé. Le Canada doit permettre aux FAC de considérer le changement climatique comme un facteur de l'environnement opérationnel et non comme une série de missions d'assistance surprises et ponctuelles. Les niveaux de préparation des provinces et des territoires sont inégaux, et le Canada ne dispose pas d'une organisation civile centralisatrice capable de fournir une capacité de planification et de coordination. Au lieu de cela, les planificateurs des FAC sont

souvent sollicités et la formation des FAC est interrompue, ce qui entraîne la réinstallation du personnel et des moyens militaires. Cela ne peut plus durer si l'on considère les futurs incidents projetés en cas de catastrophe.

L'infrastructure militaire dans l'Arctique sera affectée par le changement climatique, mais les nouvelles connaissances scientifiques et autochtones permettent de créer des infrastructures plus résistantes et de nouvelles sources d'énergie. Les programmes fédéraux, tels que l'Innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité (IDEeS), ainsi que les recherches menées par Recherche et développement pour la défense Canada, devraient privilégier ces solutions. De nouvelles sources d'énergie verte sont nécessaires, notamment des combustibles synthétiques et de petits réacteurs nucléaires.

Le Canada accueille désormais un Centre d'excellence de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité (CCASCOE) qui étudie la manière dont le changement climatique affecte la sécurité et les capacités opérationnelles des alliés. Le Centre d'excellence s'intéresse particulièrement à la compréhension des effets du changement climatique sur la défense des alliés à tous les niveaux, des communautés locales aux développements géopolitiques. Cet organisme s'ap-

puiera sur quatre piliers : la sensibilisation, l'adaptation, l'atténuation et l'information. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, tout comme La Stratégie de science et technologie sur la résilience climatique et la durabilité de l'environnement (STRCDE) du MDN et des FAC.<sup>xix</sup>

## Érosion de l'ordre international fondé sur le droit international

Le maintien de la participation de la Russie au Conseil de l'Arctique est lié au conflit en Ukraine. Lorsque la Russie peut contribuer aux efforts de protection de l'environnement, elle doit être encouragée. Son Arctique est le plus vaste et les conséquences qui en découlent (notamment les matières radioactives héritées de la guerre froide ou le méthane libéré par la fonte du pergélisol) se répercuteront sur le reste du monde. Il est par conséquent regrettable qu'Affaires mondiales Canada ait fermé son Centre international canadien de l'Arctique à Oslo, en Norvège, en 2023 (Exner-Pirot, 2023). Tromsø, en Norvège, abrite les secrétariats du Conseil de l'Arctique et des participants permanents autochtones, et la Norvège est largement considérée comme le centre de la géopolitique de l'Arctique.

Que ce soit à l'ONU ou au Conseil de l'Arctique, les 7 pays de l'Arctique membres de l'OTAN doivent veiller à ce que la Chine n'érode pas les droits des États côtiers et ne détériore pas les relations entre les peuples autochtones et le gouvernement du Canada. L'océan Arctique central est un bien commun mondial, et les règles et procédures de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM), dans la mesure où elles concernent les États côtiers, doivent être protégées. Plus important encore, le gouvernement du Canada et les fonctionnaires devraient cesser de qualifier la Chine d'« État proche de l'Arctique ». Il s'agit d'un langage chinois tiré de

sa stratégie arctique de 2018 (RPC, 2018). Il n'existe que deux catégories d'États : les États arctiques et les États non arctiques. L'utilisation de l'expression « proche de l'Arctique » suggère une troisième catégorie spéciale pour la Chine, catégorie qui n'existe pas dans la CNUDM ou le Conseil de l'Arctique. Le Canada doit également faire preuve de beaucoup plus de discipline et de circonspection en ce qui concerne les références aux pertes de souveraineté. Le Canada semble faible, alarmiste et désorganisé, surtout si l'on considère la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine. Trois ans plus tard, l'Ukraine n'a pas perdu sa souveraineté (confirmée par le maintien de son siège et de son vote à l'Assemblée générale) et le Canada ne fait pas non plus référence à des pertes de souveraineté ; à juste titre, il évoque l'occupation de territoires. La souveraineté n'est pas une chose qui peut être prise par d'autres États - c'est de la propagande russe. Et la souveraineté n'a pas été cédée par les peuples autochtones du Canada. La souveraineté du Canada ne peut être mise en péril que par la négligence du gouvernement canadien.

Le Canada doit travailler avec le Danemark et le Groenland pour résoudre le différend sur la frontière de la mer de Lincoln. Le Canada et les États-Unis ont annoncé la création d'un groupe de travail chargé d'entamer des négociations sur la frontière maritime de la mer de Béring (GC, 2024e) et le statut du PNO peut rester une question sur laquelle chacun s'accorde à ne pas être d'accord. Le processus de la Commission des limites du plateau continental prendra des décennies. Dans l'intervalle, le Canada devrait continuer à collaborer avec les membres du Sénat américain pour souligner les mérites de l'adhésion à la CNUDM.

Il est essentiel de tirer les enseignements d'organisations telles que l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO) en ce qui concerne la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Les navires qui se livrent à cette pratique dans la zone de réglementation de l'OPANO sont interdits d'accostage

xix La STRCDE vise à réduire les émissions de carbone de l'armée et à protéger l'environnement, tout en se préparant et en s'adaptant à un monde transformé par le changement climatique. Voir aussi : <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/corporate/reports-publications/overview-dnd-caf-climate-resilience-environmental-sustainability-science-technology-strategy/climate-resilience-environmental-sustainability-science-technology-strategy-cresst.html>.

dans les ports des États membres. Toutefois, la mise en œuvre n'est jamais totale. Une version arctique de l'OPANO pourrait être justifiée à l'avenir.

Par ailleurs, il faut reconnaître que les études scientifiques peuvent souvent servir de prétexte à la collecte de renseignements vitaux. Aucune équipe scientifique étrangère ne devrait opérer dans l'Arctique canadien sans la présence de scientifiques canadiens et de détenteurs de droits autochtones.

## Faire de l'Arctique la priorité permanente des gouvernements successifs du Canada

Une attention concertée et cohérente aux vulnérabilités nationales de l'Arctique canadien est la meilleure forme de défense contre l'ingérence étrangère et les activités criminelles.

NNFEL confirme que l'océan Arctique est la principale voie d'approche pour une attaque contre le Canada et les États-Unis. Les attaques peuvent se présenter sous de nombreuses formes et dans plusieurs domaines (spatial, aérien, terrestre, maritime, cybernétique et cognitif). Le Comité permanent de la Chambre des communes sur la défense nationale a formulé 26 recommandations et le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants a formulé 23 recommandations visant à améliorer la sécurité dans l'Arctique qui étaient réalisables, logiques et immédiatement applicables (NDDN, 2023 ; SECD, 2023). Dans de nombreux cas, l'investissement canadien d'un point de vue militaire va dans la bonne direction - en particulier avec l'annonce des projets de modernisation du NORAD, mais la FOIN a été complètement négligée. Il sera difficile de respecter les délais et le budget si le gouvernement canadien détourne les efforts vers des priorités nouvelles ou différentes. La modernisation

du NORAD et le soutien à la FOIN ne sont pas discrétionnaires ; ce sont les priorités les plus importantes du Canada.

Les grands projets fédéraux dans l'Arctique doivent être coordonnés par tous les ministères. Il faut veiller à être transparent quant à l'objectif et à l'étendue du financement afin que les communautés locales puissent en bénéficier directement. Les COSM sont un modèle de coordination interagences, mais il existe encore des lacunes évidentes en termes d'échange d'informations pour parvenir à une connaissance du domaine maritime, comme l'a noté le vérificateur général.

## Menaces cinétiques émanant des États

Ces derniers temps, le Canada a sensiblement modifié l'attention qu'il porte à sa préparation militaire et au soutien qu'il apporte à ses alliés. Les Canadiens et les Américains commencent à comprendre que l'Amérique du Nord peut être tenue en otage par des adversaires ciblant des infrastructures clés en utilisant l'Arctique comme voie d'approche.

À l'ère de la dissuasion par le déni (Charron et Fergusson, 2021), le besoin le plus pressant pour le Canada, les États-Unis et leurs alliés est la connaissance de la situation (ou de tous les domaines, dans le langage militaire). Cela concerne la menace militaire réelle que représente une agression de la Russie, de la Chine ou d'autres adversaires contre le Canada ou l'Amérique du Nord. Le vérificateur général du Canada a rédigé plusieurs rapports cinglants soulignant les lacunes du Canada (2023).<sup>xx</sup> Pour parvenir à la connaissance du domaine (dans l'espace, sous l'eau, sur terre, dans le cyberspace et dans les airs), de nouveaux capteurs en réseau sont nécessaires. Les projets de modernisation du NORAD sont essentiels pour garantir la mise en place de ces capteurs et leur mise en réseau sécurisé afin que les alliés, les autres ministères et les habitants du Nord soient au

xix La STRCDE vise à réduire les émissions de carbone de l'armée et à protéger l'environnement, tout en se préparant et en s'adaptant à un monde transformé par le changement climatique. Voir aussi : <https://www.canada.ca/en/departement-national-defence/corporate/reports-publications/overview-dnd-caf-climate-resilience-environmental-sustainability-science-technology-strategy/climate-resilience-environmental-sustainability-science-technology-strategy-cresst.html>.

courant de l'activité dans l'Arctique. Cela permettra non seulement au gouvernement du Canada de disposer de plus d'options pour répondre aux préoccupations potentielles avant qu'une crise ne se produise, mais il s'agit également de la contribution la plus importante du Canada à ses engagements dans le cadre de NORAD et de l'OTAN.

Par conséquent, les 19 projets du NORAD doivent demeurer la principale priorité militaire du gouvernement (GdC, 2024a). Il est recommandé que le Canada nomme un champion civil du NORAD, quelqu'un de très respecté, ayant des liens étroits avec les États-Unis, pour que les projets du Canada soient menés à bien dans les délais. Normalement, la Commission permanente mixte de défense servirait en quelque sorte de champion, mais elle se réunit trop rarement et la composition des coprésidents canadiens et américains est actuellement déséquilibrée.<sup>xxi</sup> On craint sérieusement que les objectifs de modernisation du NORAD ne soient pas atteints en raison de leur complexité et des priorités concurrentes. Par exemple, les sites de transmission et de réception qui doivent se trouver dans le sud de l'Ontario pour que le système de radar transhorizon (OTHR) de l'Arctique fonctionne n'ont pas encore été annoncés en date du 31 juillet 2024. Étant donné que la date de mise en œuvre de l'OTHR Arctique est fixée à 2026 et qu'un système radar doit encore être sélectionné et mis en réseau, le temps presse (Canada Buys, 2023).

Les 12 nouveaux « sous-marins à propulsion conventionnelle » récemment annoncés constituent également une contribution importante (bien que lointaine compte tenu du bilan habituel du Canada en matière d'acquisition) à la connaissance du domaine. Les sous-marins à propulsion conventionnelle pourraient être acquis dans une décennie. Comme l'a

déclaré le Vam Auchterlonie (commandant du COIC à l'époque), les nouvelles technologies, telles que la propulsion indépendante à l'air qui pourrait permettre aux sous-marins diesels-électriques d'opérer sous la glace arctique, signifient qu'un sous-marin à propulsion conventionnelle est un bon choix pour le Canada (Dean et Dagenais 2023, 64). Les sous-marins téléguidés seront également essentiels, surtout compte tenu de la taille de la côte arctique du Canada.

L'ingérence étrangère est combattue par une stratégie claire en Arctique, le renseignement, des règles claires sur la propriété et le pourcentage de contrôle des entreprises et le soutien aux entreprises locales et indigènes pour qu'elles soient compétitives pour l'obtention de contrats. La meilleure défense consiste pour le gouvernement du Canada à investir les fonds nécessaires pour inciter les industries canadiennes à s'associer et à développer des projets durables.

Enfin, la décision prise par le gouvernement de Paul Martin en 2005 de ne pas participer à la partie défensive du système continental américain de défense contre les missiles balistiques (le système américain basé au sol, à mi-parcours, idéalement orienté pour les missiles en provenance de Corée du Nord) doit être réévaluée. L'objectif n'est pas nécessairement de participer au système américain actuel, mais à ceux qui seront mis en place à l'avenir. Les armes hypersoniques et d'autres nouvelles technologies font de la défense du Canada et de l'Amérique du Nord un impératif. Des discussions sont probablement en cours compte tenu de la nouvelle technologie des missiles, mais le moment est venu d'entamer des discussions, étant donné que de nouveaux systèmes de commandement et de contrôle sont en cours d'installation pour le NORAD. Il y aura une forte résistance à l'ouverture de l'accord NORAD, de peur qu'il ne disparaisse. Par

---

xx Le vérificateur général conclut : « Overall, the federal government has not taken the required action to address long-standing gaps affecting its surveillance of Canada's Arctic waters. As a result, the federal organizations that are responsible for safety and security in the Arctic region do not have a full awareness of maritime activities in Arctic waters and are not ready to respond to increased surveillance requirements. These requirements are growing as a warming climate makes our Arctic waters increasingly accessible to vessels and as interest and competition for this region grows » (6.12).

xxi La coprésidente américaine est la secrétaire adjointe à la défense pour la défense intérieure et les affaires hémisphériques. Il s'agit d'une experte technique très impliquée dans le budget et la prise de décision au sein du ministère de la Défense. Le coprésident canadien est un membre du Parlement qui, en raison de son poste et de son habilitation de sécurité, n'a pas accès aux détails que les projets de modernisation du NORAD requièrent.

conséquent, un plan qui peut être adapté aux termes de référence existants ou à d'autres arrangements aura de meilleures chances de succès. Toutefois, il faudra plus de cinq ans pour mener à bien cette tâche, compte tenu de la nature émergente des missiles et des systèmes de défense.

## Conclusion

La liste des menaces et des vulnérabilités n'est pas nouvelle. Des décennies d'inattention, de sous-financement et d'absence d'orientations et de stratégies signifient que dans le monde contesté d'aujourd'hui, les FAC ne peuvent pas donner la priorité à la défense de l'Arctique comme l'exige pourtant NNFEL.

Le changement climatique est un problème mondial, mais l'Arctique sera le premier à en ressentir les effets. Les scientifiques et les habitants du Nord disposent des informations nécessaires. Ce sont les avis d'experts qui doivent guider les hommes politiques ; les éoliennes abandonnées et Nanisivik sont ce qui se produit lorsque la politique l'emporte sur les avis d'experts bien informés.

Étant donné que les États arctiques membres de l'OTAN se partageront la présidence du Conseil de l'Arctique jusqu'en 2037, date à laquelle l'Islande cèdera la présidence à la Russie, il est temps de planifier et coordonner ces 13 années de présidence, en mettant l'accent sur la protection de l'environnement et le développement durable, en collaboration avec les participants permanents autochtones.

Si l'ordre international fondé sur le droit international doit être préservé, Affaires mondiales Canada devra s'engager davantage dans les dossiers de l'Arctique, envisager la réouverture de son centre à Oslo et se doter d'un champion de l'Arctique.

Les silos d'excellence ne fonctionneront pas dans le contexte de l'Arctique. Un effort de l'ensemble de la société est nécessaire. Le gouvernement fédéral et

ses agences doivent coordonner et développer des projets avec les premiers ministres et les communautés territoriales.

Plus important encore, pour le Canada, l'Arctique ne peut être considéré simplement comme un rempart pour protéger le sud du pays. Il s'agit d'un territoire essentiel, et le gouvernement doit y accorder une attention soutenue tout en fournissant les ressources nécessaires aux habitants du Nord.

## Recommandations pour les cinq prochaines années :

En plus des nombreuses recommandations formulées par les différents comités permanents, nous proposons les considérations uniques suivantes. Les recommandations 1 à 6 sont internes au Canada, tandis que les recommandations 7 à 9 sont externes au Canada.

1. Désigner un champion canadien de l'Arctique (similaire à l'Ambassadeur des États-Unis pour les Affaires de l'Arctique,<sup>xxii</sup> qui ne fait pas partie des FAC ou du MDN)), rendant compte au Parlement, dont le seul rôle serait de cartographier, faciliter et intégrer les projets fédéraux et territoriaux dans l'Arctique canadien, de faciliter la communication entre les agences nationales et de se connecter avec les détenteurs de droits de l'Arctique canadien. Le Groupe de travail sur la sécurité de l'Arctique serait présidé par cette personne et par le dirigeant territorial qui accueille les réunions, plutôt que par les FAC/MDN.
2. Rédiger une stratégie arctique du gouvernement du Canada qui intègre les efforts du gouvernement avec des mesures concrètes plutôt qu'avec des « visions » ambitieuses. Séparer les questions nationales relatives à l'Arctique (idéalement rédigées par le ministère des Re-

xxii The Office of the Ambassador-at-Large for Arctic Affairs leads and coordinates the advancement of US interests in the Arctic related to safety and security, sustainable economic growth, and strengthening cooperation among Arctic States to perpetuate and defend the rules-based order in the region <https://www.wilsoncenter.org/article/dr-mike-sfraga-confirmed-us-ambassador-large-arctic-affairs>

lations avec les Autochtones et des Affaires du Nord) et les questions internationales (rédigées par le ministère des Affaires mondiales). Trop souvent, ces dernières détournent l'attention des questions nationales les plus urgentes. Faire preuve de discipline en évoquant les menaces qui pèsent sur la souveraineté du Canada. La souveraineté n'est pas un terme fourre-tout pour tous les problèmes ou préoccupations concernant l'Arctique.

3. Les 19 projets de modernisation du NORAD doivent être réalisés dans les délais et intégrés aux efforts américains. Leur réalisation doit demeurer la priorité du Canada en matière de défense. Le gouvernement du Canada doit faire preuve d'une plus grande transparence quant aux possibilités et aux limites des avantages du financement de la modernisation du NORAD pour les collectivités.
4. Les ressources du Force opérationnelle interarmées (Nord) (FOIN) doivent être améliorées. Les réponses civiles « Op LENTUS » devraient être l'objectif dans tous les cas, sauf les plus extrêmes.
5. Les industries canadiennes œuvrant dans l'Arctique doivent disposer de clauses permettant au personnel d'urgence d'accéder à leurs infrastructures en cas de crise.
6. Ne pas ouvrir le dépôt de carburant de Nani-sivik. En établir un à Iqaluit et avec les industries de la région.
7. Rouvrir le bureau du Canada pour l'Arctique en Norvège. Soutenir vigoureusement le statut d'observateur du Conseil circumpolaire inuit auprès de l'Organisation maritime internationale.
8. Parvenir à des accords avec les alliés, les États-Unis, sur la délimitation maritime de la mer de Beaufort, et avec le Danemark et le Groenland sur la délimitation de la mer de Lincoln.
9. Mieux coordonner les messages stratégiques avec les alliés concernant les exercices dans l'Arctique.

## Références

Akande, V., Fawehinmi, T.O., Ruiter, R.A.C., and Kremers, S.P.J. (2021).

Healthy Dietary Choices and Physical Activity Participation in the Canadian Arctic: Understanding Nunavut Inuit Perspectives on the Barriers and Enablers. *Int. J. Environ. Res. Public Health*, 18(3), 940. <https://doi.org/10.3390/ijerph18030940>

Arctic Council. (2021). *An Introduction To: The International Agreement to Prevent Unregulated Fishing in the High Seas of the Central Arctic Ocean*. <https://arctic-council.org/news/introduction-to-international-agreement-to-prevent-unregulated-fishing-in-the-high-seas-of-the-central-arctic-ocean/>

Arctic Council. (2024a). *Arctic Council*. <https://arctic-council.org>

Arctic Council. (2024b). *Arctic Council Advances Resumption of Project-Level Work*. <https://arctic-council.org/news/arctic-council-advances-resumption-of-project-level-work/>

Auditor General of Canada. (2022). *Arctic Water Surveillance (Report No. 6)*. [https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl\\_oag\\_202211\\_06\\_e\\_44152.html](https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/English/parl_oag_202211_06_e_44152.html)

Bennett, Mia. (2018). *The controversy over Greenland airports shows China isn't fully welcome in the Arctic – yet*. Arctic Business Journal – Arctic Today. <https://www.arctictoday.com/controversy-greenland-airports-shows-china-still-unwelcome-arctic/>.

Canada Buys. (2023). *Invitation to Submit an Expression of Interest as the availability of lands for sale in various municipalities in the province of Ontario*. R.125817. <https://canadiannorth.com/about/executive-team/>

CBC. (2012). *Rankin Inlet Wind Turbine Loses Its Blades*. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/rankin-inlet-wind-turbine-loses-its-blades-1.1208272>

Charron, Andrea. (2023). Maritime Domain Awareness Afloat: An Exciting CCG Pilot Study. *Canadian Naval Review* 19(2).

Charron, A., & Fergusson, J. (2022). *NORAD: In Perpetuity and Beyond*. McGill-Queen's University Press.

Charron, A., & Fergusson, J. (2021). North America's Imperative: Strengthen Deterrence by Denial. *Strategic Studies Quarterly* 15(4), 42. [https://www.airuniversity.af.edu/Portals/10/SSQ/documents/Volume-15\\_Issue-4/D-Charron.pdf](https://www.airuniversity.af.edu/Portals/10/SSQ/documents/Volume-15_Issue-4/D-Charron.pdf).

Commission on the Limits of the Continental Shelf. (1982). *Submissions, through the Secretary-General of the United Nations, to the Commission on the Limits of the Continental Shelf, pursuant to article 76, paragraph 8, of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982*. [https://www.un.org/depts/los/clcs\\_new/commission\\_submissions.htm](https://www.un.org/depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm)

Cook, A.J., Dawson, J., Howell, S., Holloway, J., and Brady, M., (2024) *Sea Ice Choke Points Reduce the Length of Shipping season in the Northwest Passage*. Communications Earth and Environment. <https://www.nature.com/articles/s43247-024-01477-6>

Department of Defense. (2022). *National Defense Strategy of the United States*. <https://media.defense.gov/2022/Oct/27/2003103845/-1/-1/1/2022-NATIONAL-DEFENSE-STRATEGY-NPR-MDR.PDF>

Department of Defense, (2024). *Arctic Strategy of the United States*. <https://media.defense.gov/2024/Jul/22/2003507411/-1/-1/0/DOD-ARCTIC-STRATEGY-2024.PDF>

Department of National Defence. (2023). *Canada purchasing up to 16 P-8A Poseidon Multi Mission Aircraft for the Royal Canadian Air Force*. Government of Canada. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/news/2023/11/canada-purchasing-up-to-16-p-8a-poseidon-multi-mission-aircraft-for-the-royal-canadian-air-force.html>.

Department of National Defence. (2024). *Our North Strong and Free: A Renewed Vision for Canada's Defence*. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/reports-publications/north-strong-free-2024.html>

Duval Lantoin, C. (2024). *Time To Rethink Military Recruitment*. CGAI. [https://www.cgai.ca/time\\_to\\_rethink\\_military\\_recruitment](https://www.cgai.ca/time_to_rethink_military_recruitment)

Exner-Pirot, H. (2023). *The Arctic is where Canada should be leading, not turning out the lights*. National Post. <https://nationalpost.com/opinion/the-arctic-is-where-canada-should-be-leading-not-turning-out-the-lights>

Ford, J.D., Lardeau, M.P., Blackett, H. Chatwood, S. & Kurszewski, D. (2023). *Community food program use in Inuvik, Northwest Territories*. BMC Public Health. <http://www.biomedcentral.com/1471-2458/13/970>

Gaignard, J. (2022). *China, Circumpolar Indigenous People and the Colonial Past of the Arctic*. The Arctic Institute. <https://www.thearcticinstitute.org/china-circumpolar-indigenous-people-colonial-past-arctic/>

Gorbachev, M. (1987). *Murmansk Speech*, [https://www.barentsinfo.fi/docs/gorbachev\\_speech.pdf](https://www.barentsinfo.fi/docs/gorbachev_speech.pdf)

Government of Canada. (2019). *Canadian Forces Station ALERT*. <https://www.canada.ca/en/air-force/corporate/alert.html>

Government of Canada. (2020). *Gendered Violence Against Inuit Women: A Review of Policies and Practices in Inuit Nunangat*. <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/rvw-plc-prctcs-pauk/index-en.aspx>

Government of Canada. (2022). *How Nutrition North Canada Works*. <https://www.nutritionnorthcanada.gc.ca/eng/1415538638170/1415538670874>

Government of Canada. (2023a). *Mandatory minimum 5% Indigenous procurement target*. <https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1691786841904/1691786863431#>

Government of Canada. (2023b). *Infrastructure in the North*. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/corporate/reports-publications/proactive-disclosure/secd-april-24-2023/infrastructure-north.html>

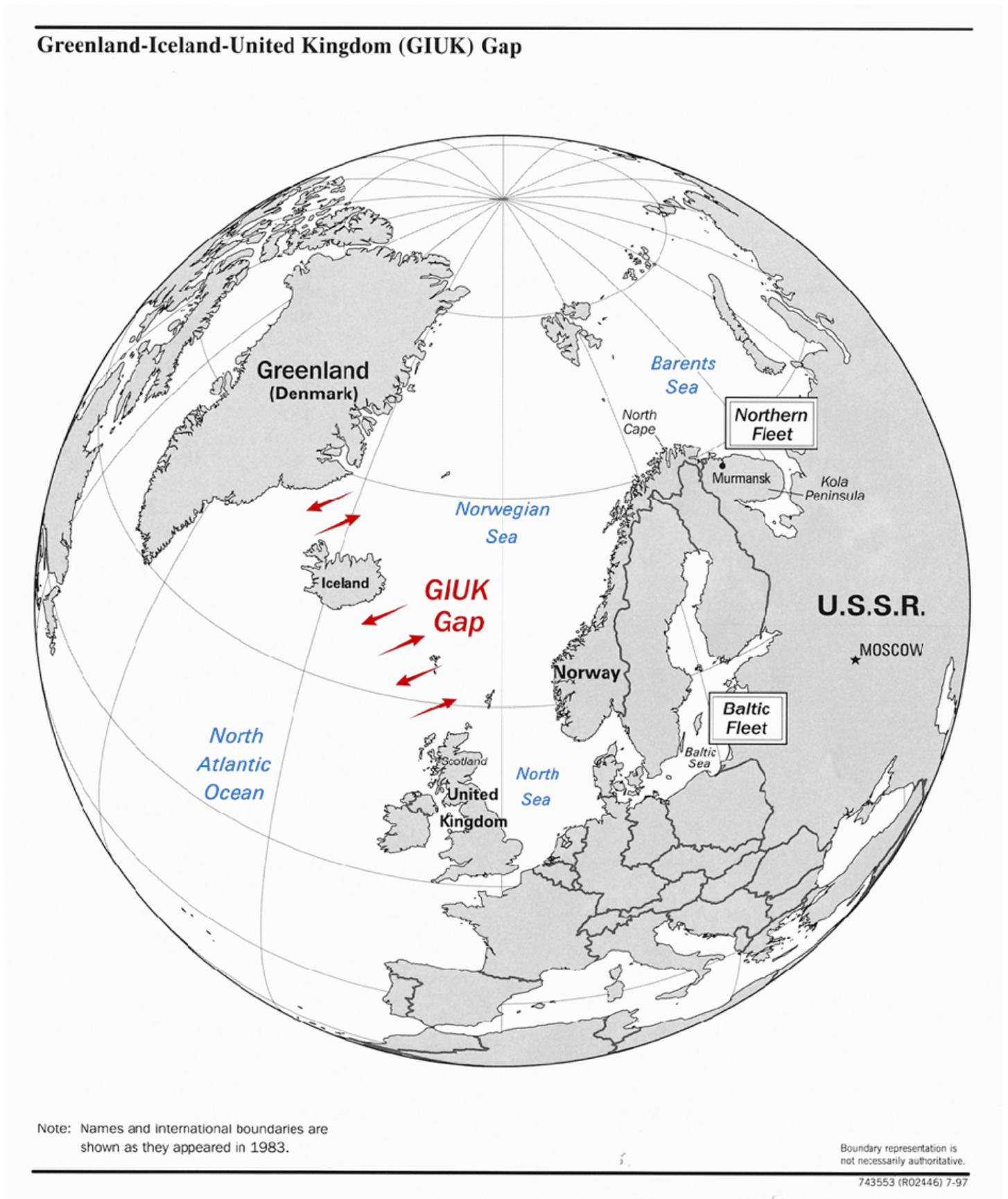
Government of Canada. (2023c). *Investments supporting the Arctic and Northern Policy Framework*. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1562853124135/1562853167783>

- Government of Canada. (2023d). *Canada's record-breaking wildfires in 2023: A fiery wake-up call*. <https://natural-resources.canada.ca/simply-science/canadas-record-breaking-wildfires-2023-fiery-wake-call/25303>.
- Government of Canada. (2024a). *NORAD modernization project timelines*. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/services/operations/allies-partners/norad/norad-modernization-project-timelines.html>
- Government of Canada. (2024b). *Harry DeWolf Class Royal Canadian Navy*. <https://www.canada.ca/en/navy/corporate/fleet-units/surface/harry-dewolf-class.html>.
- Government of Canada. (2024c). *Canada's Indo-Pacific Strategy*. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/indo-pacific-indo-pacifique/index.aspx?lang=eng>
- Government of Canada. (2024d). *Canada's P-8A Poseidon aircraft procurement bringing investment and economic growth to British Columbia*. <https://www.canada.ca/en/department-national-defence/news/2024/08/canadas-p-8a-poseidon-aircraft-procurement-bringing-investment-and-economic-growth-to-british-columbia.html>
- Government of Canada. (2024e). *Joint Statement on Creation of Joint Task Force to Negotiate Beaufort Sea Boundary*. <https://www.canada.ca/en/global-affairs/news/2024/09/joint-statement-on-creation-of-joint-task-force-to-negotiate-beaufort-sea-boundary.html>
- Government of Nunavut. (2020). *Government of Nunavut Ransomware Report (14 July)*. [https://assembly.nu.ca/sites/default/files/TD-393-5\(2\)-EN-GN-Ransomware-Report.pdf](https://assembly.nu.ca/sites/default/files/TD-393-5(2)-EN-GN-Ransomware-Report.pdf)
- Hudson, A. (2024). *Canada's purchase of Inuvik hanger applauded by northerners and Arctic security experts*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/canada-s-purchase-of-inuvik-hangar-applauded-by-northerners-and-arctic-security-experts-1.7260047>
- Inuit Nunangat. (2021). *Inuit Nunangat Policy*. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1650556354784/1650556491509>
- Inuit Tapiriit Kanatami. (2016). *National Inuit Suicide Prevention Strategy*. <https://www.itk.ca/wp-content/uploads/2016/07/ITK-National-Inuit-Suicide-Prevention-Strategy-2016.pdf>.
- Kitikmeot SAR. (n.d.) <https://kitikmeotsar.ca/>
- Lackenbauer, W. (2021). *Threats to, through and in the Arctic*. North American and Arctic Defence and Security Network. [https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2021/03/Lackenbauer\\_Threats-Through-To-and-In-the-Arctic.pdf](https://www.naadsn.ca/wp-content/uploads/2021/03/Lackenbauer_Threats-Through-To-and-In-the-Arctic.pdf)
- MacNeil, P.LCdr. (2018). *Submarines in the North: Challenges to Arctic Sovereignty and Security*. Canadian Forces College. <https://www.cfc.forces.gc.ca/259/290/405/305/macneil.pdf>. 7
- McKenney, H., and Nelson, M. (2023). *Sighting of Chinese and Russian Warships near Aleutians Prompts Navy Response*. Alaska Public Media. <https://alaskapublic.org/2023/08/08/sighting-of-chinese-and-russian-warships-near-aleutians-prompts-navy-response/>.
- Montgomery, M. (2020). *China's effort to buy an Arctic gold mine raises many concerns*. RCI. <https://www.rcinet.ca/en/2020/08/10/chinas-effort-to-buy-an-arctic-gold-mine-raises-many-concerns/>

- Murray, N. (2023). *Qulliq Energy stops short of labelling cyberattack another Nunavut ransomware incident*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/qulliq-energy-cyberattack-ransomware-1.6728376>
- NATO. (2023). *Arctic remains essential to NATO's Deterrence and Defence Posture*", says Chair of the NATO Military Committee. NATO. [https://www.nato.int/cps/en/natohq/news\\_219529.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/news_219529.htm)
- NATO. (2024a). *Steadfast Defender 24*. NATO. <https://www.nato.int/cps/en/natohq/222847.htm>.
- NATO. (2024b). *Washington Summit Declaration: Issued by the NATO Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Washington, D.C. 10 July 2024*. NATO. [https://www.nato.int/cps/en/natohq/official\\_texts\\_227678.htm](https://www.nato.int/cps/en/natohq/official_texts_227678.htm)
- NDDN. (2023). *A Secure and Sovereignty Arctic*. <https://www.ourcommons.ca/Committees/en/NDDN/StudyActivity?studyActivityId=11851202>
- NORAD. (2024) *NORAD detects, tracks and intercepts Russian and PRC aircraft operating in the Alaska ADIZ*. <https://www.norad.mil/Newsroom/Press-Releases/Article/3849184/norad-detects-tracks-and-intercepts-russian-and-prc-aircraft-operating-in-the-a/>
- Northern Housing. (n.d.) *Importance of Federal Investment in Northern Housing Pan-Territorial Housing Analysis and Position Paper*. <http://northernhousing.ca/assets/docs/northern-housing-position-paper.pdf>
- Northwest Territories. (2024) *NWT Oil and Gas*. NWT Bureau of Statistics. <https://www.statsnwt.ca/economy/oil-gas/>
- Nuwer, R. (2024). *Missing Russian Data Is Harming Arctic Research at a Critical Time*. Scientific American. <https://www.scientificamerican.com/article/missing-russian-data-is-harming-arctic-research-at-a-critical-time/>
- OSCE. (1999). *Vienna Document: Of the Negotiations on Confidence and Security Building Measures*. <https://www.osce.org/files/f/documents/b/2/41276.pd>
- Peoples Republic of China. (2018). *Arctic Strategy (English translation)*. The State Council Information Office of the People's Republic of China [https://english.www.gov.cn/archive/white\\_paper/2018/01/26/content\\_281476026660336.htm](https://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm)
- Pilkington, V. (2024). *Documents show 'disastrous' cyanide leaks continue at Eagle mine in Yukon*. CBC. <https://www.cbc.ca/news/canada/north/eagle-mine-july-23-documents-cyanide-leaks-1.7272765>
- Public Services and Procurement Canada. (2024). *Government of Canada awards initial contract for Program icebreakers to Chantier Davie*. <https://www.canada.ca/en/public-services-procurement/news/2024/03/government-of-canada-awards-initial-contract-for-program-icebreakers-to-chantier-davie.html>.
- Rigby, V. (2023). *Up in the Air: The Spy Balloon and What It Means for Canada*. Center for Strategic and International Studies. <https://www.csis.org/analysis/air-spy-balloon-and-what-it-means-canada>
- Sarkisian, A. (2024). *China wants to tap Nunavut minerals: Ambassador*. Nunatsiaq. <https://nunatsiaq.com/stories/article/china-wants-to-tap-nunavut-minerals-ambassador/>

- Sharma, A. (2021). China's Polar Silk Road: Implications for the Arctic Region. *Journal of Indo-Pacific Affairs*. <https://www.airuniversity.af.edu/JIPA/Display/Article/2820750/chinas-polar-silk-road-implications-for-the-arctic-region/>
- Standing Senate Committee on National Security, Defence and Veterans Affairs (SECD). (2023). *Arctic Security Threat: Urgent Needs in a Changing Geopolitical and Environmental Landscape*. [https://sencanada.ca/content/sen/committee/441/SECD/reports/2023-06-28\\_SECD\\_ArcticReport\\_e.pdf](https://sencanada.ca/content/sen/committee/441/SECD/reports/2023-06-28_SECD_ArcticReport_e.pdf)
- Society of Rural Physicians in Canada (SRPC). (2023). *Nunavut*. <https://srpc.ca/nu>
- Spence, J., Alexander E., Rodven, R., Harriger, S. (2023). *What makes the Arctic and its governance exceptional? Stories of geopolitics, environments and homelands*. Arctic Yearbook. [https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2023/Scholarly\\_Papers/17\\_Spence\\_AY2023.pdf](https://arcticyearbook.com/images/yearbook/2023/Scholarly_Papers/17_Spence_AY2023.pdf)
- Tunney, C. (2023). *CSIS warning Inuit leaders about covert foreign investment in Arctic, documents show*. CBC News. <https://www.cbc.ca/news/politics/csis-arctic-obed-russia-china-1.6993128>.
- UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (2007). [https://www.un.org/development/desa/indigenous-peoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP\\_E\\_web.pdf](https://www.un.org/development/desa/indigenous-peoples/wp-content/uploads/sites/19/2018/11/UNDRIP_E_web.pdf)
- Van Dine, S. (2024). *Closing Canada's Back Door – Strategies to Control Our Arctic Critical Minerals: Commentary*. Macdonald-Laurier Institute. <https://macdonaldlaurier.ca/closing-canadas-back-door-stephen-van-dine-commentary/>
- Walt, S. (2024). The Two Biggest Global Trends are at War. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2024/08/06/trends-war-drones-identity-gaza-ukraine-houthis/>
- White House. (2024). *Biden-Harris Administration Announces New Polar Partnership “ICE Pact” Alongside Finland and Canada*. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2024/07/11/biden-harris-administration-announces-new-polar-partnership-ice-pact-alongside-finland-and-canada/>.
- White House. (2022). *National Security Strategy*. <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/10/Biden-Harris-Administrations-National-Security-Strategy-10.2022.pdf>
- Xie, X. (2023). Why China Cares about Canada's Indigenous Residential Schools: from Whataboutism to Internal Denial. *Genocide Studies and Prevention: An International Journal*. 17(1). <https://doi.org/10.5038./1911-9933.17.1.1906>
- Yermekov, V. (2024). *Follow the Money: Understanding Russia's Oil and Gas Revenues*. Oxford Institute for Energy Studies (March). The Oxford Institute For Energy Studies. <https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2024/03/Follow-the-Money-Russian-Oil.pdf>

## Annexe: Passage entre le Groenland, l'Islande et le Royaume-Uni



[https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f7/GIUK\\_gap.png](https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f7/GIUK_gap.png) (Global Commons)